

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Franco et Mussolini
tuent bienLa S. D. N.
étrangle mieux...

“ ILS ” NOUS HAÏSSENT...

Le train de la réaction sociale accélère sa vitesse. Chaque jour nous apporte une nouvelle déception, un nouveau recul. Après les premiers décrets Daladier amenant une recrudescence inévitable de vie chère due à la dévaluation; après l'ignoble décret contre les étrangers dont la scélératesse ne se peut comparer qu'à celle des fameuses lois d'exception forgées contre les anarchistes (au fait, le Front populaire n'avait-il pas promis leur abrogation ?) nous allons connaître bientôt « l'aménagement » de la loi de quarante heures — en réalité sa suppression.

Au train où nous allons, il ne restera bientôt plus grand-chose des conquêtes sociales arrachées à grand-peine par l'action directe des travailleurs. Nous disons *arrachées à grand-peine*, car contrairement à ce qu'affectent de croire nos exploiters la grève avec ou sans occupation n'est jamais un amusement ou un plaisir pour les ouvriers. Ils ne s'y résignent que contraints et forcés par les circonstances de la guerre sociale qui les oppose en permanence à leurs adversaires de classe. Certes, voilà un langage qui leur déplaît fort. La guerre sociale, la lutte des classes, ce sont là, n'est-ce pas, les fruits empoisonnés des doctrines per-

verses propagées par les « révolutionnaires », les « éléments malsains », les « démagogues » tels que nous par exemple.

Chacun sait que bourgeois, patrons, capitalistes, n'ont que tendresse, mansuétude et bienveillance pour les ouvriers. Il ne tient qu'à ceux-ci de mériter ces bonnes dispositions à force de soumission et de docilité. Il suffit simplement pour cela que l'ordre règne. Et pour que règne l'ordre, il faut que chacun reste à sa place, c'est-à-dire le capitaliste à son profit et l'ouvrier à sa chaîne, et que le capitaine soit seul maître à bord, après Dieu s'entend.

Justement cette image maritime nous ramène par un détour de plume à l'exacte actualité. Elle illustre parfaitement le fait social brutal qui ces jours-ci a mis en lumière l'irréductible antagonisme de classe qui oppose éternellement l'une à l'autre les deux moitiés de la société.

Avec la grève du Champlain, nous avons un exemple typique de ce que peut donner la haine de classe — d'ailleurs à sens unique — des exploiters contre les exploités. Toute la presse s'est déchaînée — y compris la presse de gauche, l'*Œuvre* par exemple — contre le « scandale intolérable » que constituait la venue d'un délégué syndical à bord d'un bateau

pour y défendre les légitimes, et bénignes d'ailleurs, revendications de ses mandants. En s'opposant brutalement et sur l'injonction visible de la compagnie à l'exercice de la fonction du délégué, le commandant, lui, avait raison — la raison du plus fort, ou de celui qui croit l'être. Il advint que les intéressés répondirent par le seul moyen qui soit en leur pouvoir, c'est-à-dire par la grève. Raison contre raison. Force contre force ! Mais halte-là, ça ne va plus. Ce qui est une manifestation de « fermeté » et de « dignité » quand il s'agit du patronat ou de ses agents, n'est plus qu'un scandale intolérable s'il provient des salariés. Et les épithètes de noircir les colonnes, et les invectives de pleuvoir, et M. Prudhomme par la voix aux mille bouches du chenil journalistique de réclamer à grands cris la restauration de l'ordre, de la discipline, etc.

Ainsi, à propos de ce mince fait divers social, nous avons pu apprécier le degré d'hostilité, de haine même que nourrit pour les ouvriers la classe des possédants et des dirigeants.

Le dérisoire Léon Blum n'a jamais réussi à se faire pardonner de leur avoir un jour crié : « Je vous haïs ! » Haine de dilettante d'ailleurs, beaucoup plus littéraire que réelle.

Mais on peut être sûr que, eux, les bourgeois, ils nous haïssent vraiment, d'une bonne haine solide, recuite par les siècles, et somme toute naturelle.

La classe ouvrière, elle, ne sait pas haïr. C'est son honneur, mais c'est aussi sa faiblesse. Qu'elle n'oublie pas, devant le flot de réaction qui monte, que seul l'exercice de sa force peut, en maîtrisant la bourgeoisie, juguler de celle-ci la haine et la vengeance.



La lutte de classe, c'est la paix des peuples !

Jamais avec autant de justesse qu'actuellement, la S. D. N. n'a mérité son titre « de caverne des brigands impérialistes » que lui décernait Lénine. Le dernier épisode de la farce des accords de Rome se joue actuellement à Genève, tel en a décidé Chamberlain.

Il veut sauver la bourgeoisie, qui partout s'écroule. Sa haine de classe dicte toute sa politique. Il reprend la politique traditionnelle du bloc franco-anglais, et tente de se protéger de l'expansionnisme germanique, par l'encerclement de l'Allemagne.

La guerre effraie la bourgeoisie pour toutes les répercussions qu'elle peut avoir. La guerre a toujours été facteur déterminant de révolutions, elle ne se risquera dans un conflit que lorsqu'elle aura écarté toute menace révolutionnaire. C'EST PAR LA GUERRE CIVILE QU'ELLE PREPARE SA GUERRE IMPÉRIALISTE.

Le but poursuivi par Chamberlain est l'écrasement de la classe ouvrière espagnole et la rupture de l'axe Rome-Berlin. Pour obtenir l'alliance de Mussolini, il lui permettra, par le prêt de quelques milliards, d'absorber l'Éthiopie; il le récompensera de l'assassinat du prolétariat ibérique en lui abandonnant quelques mines espagnoles. Il a obtenu de la France son acceptation à cet ignoble maquignonnage et c'est ce que certains appellent une « politique de paix ! »

Cette politique d'alliances qui est la continuation de la politique de Delcassé avant guerre, elle nous conduit droit au massacre général. Et le prolétariat accepterait d'abandonner ses intérêts de classe ? Il permettrait l'écrasement des travailleurs espagnols pour cette politique ? Cela n'est pas possible.

La paix est menacée parce que le prolétariat n'a pas de politique qui lui soit propre et lie son sort à la cause d'un impérialisme quelconque. Nous ne cesserons de le crier : **LA LUTTE DE CLASSE, LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE, C'EST LA PAIX DES PEUPLES.**

Pour soutenir le combat du libertaire

La semaine dernière, j'ai fait connaître les moyens envisagés pour remédier à la situation difficile du « Libertaire ». J'ai indiqué qu'une fête magnifique était organisée dans le parc de la mairie de Livry-Gargan, le dimanche 12 juin. J'ai indiqué aussi qu'une tombola serait tirée au cours de cette fête. 50.000 billets ont été émis, actuellement tous les abonnés ont dû recevoir un carnet. Deux billets donnent droit à la fête, trois billets donnent droit à la partie artistique, qui sera très soignée.

J'avais raison de dire que j'avais confiance dans la bonne volonté de tous. Des amis nous écrivent, qui, après avoir placé les billets dans leur entourage, demandent que de nouveaux billets leur soient adressés. C'est bon signe, le succès apparaît donc comme certain.

Que tous nos camarades fassent diligence, le LIBERTAIRE a besoin d'argent, pour lui permettre de continuer le bon combat anarchiste. Que nos amis lecteurs au numéro, passent au siège du LIBERTAIRE, ou écrivent pour demander des carnets. Que tous retiennent leur journée du dimanche 12 juin, pour faire une agréable partie champêtre au milieu de la grande famille libertaire.

En écrivant cet article, notre ami Scheck m'apprend que plus de cinquante camarades ont répondu la semaine dernière à mon appel et se sont abonnés. C'est très bien. C'est encourageant. L'abonnement restant pour un journal comme le nôtre qui ne dispose que de ses recettes propres pour vivre, le moyen le plus sûr d'assurer son existence. Que nos camarades, lecteurs fidèles au numéro, suivent cet exemple et envoient leur abonnement, et notre LIBERTAIRE aura non seulement sa vie assurée mais pourra encore améliorer sa présentation et se développer ainsi plus largement.

Sébastien FAURE.

NOTA. — Envoyez tous les fonds à Scheck André, 9, rue de Bondy, Paris (10°). Compte chèque postal : 487-78, Paris.

Pendant qu'on traque
les antifascistes étrangers

La magistrature française fait appel au mouchard Tamburini, provocateur fasciste !

Cette fois la mesure est comble. Non contente de traquer les antifascistes étrangers, la magistrature française pour les condamner fait appel à l'aide des pires provocateurs et mouchards fascistes. A la dernière audience du tribunal de Céret est venu témoigner contre un camarade italien poursuivi pour infraction à arrêté d'expulsion, le mouchard Tamburini. Vous avez bien lu ! TAMBURINI EN PERSONNE, le Tamburini de l'affaire de l'Etoile, des bombes de Cerbère, le répugnant mouchard de Pasotti, l'agent mussolinien et franquiste Tamburini. Le drôle se promène d'ailleurs tranquillement à Perpignan avec l'aide et la protection des autorités françaises. On lira ci-dessous les détails de ce scandale inqualifiable. Ils nous parviennent d'une source sûre et d'ailleurs nous serons sans doute amenés à les compléter.

Nous pensons qu'un tel cynisme devrait soulever la protestation écorchée de tous les gens honnêtes de toutes tendances. Un Tamburini, dénoncé comme provocateur et mouchard de Mussolini et de Franco, prêtant serment devant un tribunal qui se sert de ses déclarations, ce fait devrait suffire à déshonorer un régime.

Il suffit de Métivier autrefois pour couvrir d'opprobre un Clemenceau. Nos dirigeants d'aujourd'hui gouvernant avec une majorité de Front populaire sont-ils jaloux des lauriers ignominieux du PREMIER FLIC DE FRANCE ?

Tamburini dans le prétoire fait condamner à six mois de prison un italien antifasciste

Il fut un temps où les juges, même dans les nations les plus rétrogrades, n'osaient pas descendre jusqu'à un certain degré d'ignominie. Il faut croire que sous la bienfaisante influence des récents décrets-lois, leur échine a su s'assouplir encore. Il est permis d'en juger ainsi par la récente audience de Céret.

(Lire la suite en 6^e page.)

Le siècle du charlatanisme

par Sébastien FAURE

Une visite faite à un ami qui demeure près du Cours de Vincennes m'a valu de parcourir ce Cours tout récemment.

La foire du Trône y battait son plein. J'ai remarqué que les baraques dans lesquelles les somnambules, les voyantes, les fakirs et autres extra-lucides rendent leurs oracles s'y trouvent en nombre impressionnant.

Il me souvient que, naguère, toute fête foraine, à Paris, donnait asile à deux ou trois de ces personnages qui, alors, comme ceux d'aujourd'hui, faisaient commerce d'avis précieux, de sages conseils et promettaient bonheur, santé, amour, réussite en tout.

En ce temps-là, ces vendeurs de consolations et d'espérances logeaient dans de pauvres roulottes. J'ai constaté que, à la fête foraine dont je parle, ces Dames — car ce ne sont que des personnes appartenant au sexe féminin — sont dix fois plus nombreuses, et que les humbles roulottes d'il y a vingt ou trente ans, ont fait place à des installations confortables et spacieuses.

J'en ai conclu que le métier est lucratif et que la clientèle est abondante. J'avoue que, tout d'abord, j'en ai été, comme a dit l'autre, « épouvanté ».

Mais cette première impression dissipée, j'ai réfléchi et je vous livre amis, le cours de ces réflexions, parce que je pense qu'elles ne sont dénuées ni d'intérêt, ni d'enseignement.

Tâchons d'abord de discerner les causes auxquelles il convient d'attribuer cette vogue étrange du charlatanisme commercial.

Sans hésitation, j'en aperçois deux au moins.

La première, c'est l'inquiétude, l'ose dire « l'angoisse » dans laquelle se trouve plongée la génération actuelle par l'instabilité menaçante du présent et l'appréhension redoutable de l'avenir.

La seconde, c'est l'affaiblissement graduel de la Foi religieuse, de cette inébranlable et mystique confiance qui, hier encore, jetait au pied des autels et des confessionnaux les pauvres âmes désespérées, en quête de consolation, avides d'espé-

rance, hantées par l'attrance du Mystère et de l'Inconnu.

Cette double cause ne justifie certes pas l'engouement dont bénéficient les tireuses de cartes, les débiteurs d'horoscopes, les diseuses de bonne aventure et les vendeurs des numéros gagnants au tirage de la prochaine tranche de la loterie nationale. Elle ne justifie pas l'étrange empressement avec lequel les gogos apportent leur argent à cette bande d'aigrefins ; mais elle l'explique, simplement, clairement.

Ignorante et superstitieuse, la race innombrable de ces gogos a cru, dur comme fer et pendant des siècles, que le nommé Dieu dispense à ceux qui se targuent d'être leurs représentants ici bas des vertus exceptionnelles, des dons merveilleux, des pouvoirs étonnants et des connaissances illimitées.

Cette foi est sensiblement en baisse. Mais, transmise de génération en génération, sans solution de continuité, une telle mentalité ne saurait être frappée de mort subite ; elle traverse des états successifs qui, peu à peu, la transforment, la métamorphosent dans ses manifestations extérieures. Elle se survit languissante et confuse et déperit lentement.

La croyance aux dons surnaturels que les puissances spirituelles et les forces occultes se plaisent, au dire de ces demi-croyants, à accorder à quelques rares privilégiés (devins, sorciers, somnambules, inspirés, prophètes, visionnaires, magiciens, thaumaturges, guérisseurs, etc...) est une de ces survivances éphémères qui précèdent la disparition totale et définitive.

Ainsi s'explique, le succès prodigieux, au vingtième siècle, du Fakirisme et de l'art devinatoire, succès qui, en l'absence de cette observation, demeurerait incompréhensible.

« Coffrez-moi tout ce monde là ! »

Ainsi s'explique cette masse d'individus qui sont toujours prêts à faire appel à l'Autorité, à la Loi, à la Répression. Les imbéciles !

Ne savent-ils donc pas que la répression est archi-millénaire ? Ignorent-ils que des millions et des millions d'escrocs, de voleurs et d'assassins ont été jetés au cachot ou livrés au bourreau et que, malgré cela, l'escroquerie, le vol et l'assassinat n'ont jamais été pratiqués autant que de nos jours ?

Cette constatation ne devrait-elle pas suffire à faire éclater l'inefficacité de la méthode répressive ?

Les imbéciles ! Ils hurlent, les indécorables partisans de cette méthode :

« Poursuivrez, foutez au bloc, condamnez ; il n'y a que ça pour mater cette pègre et débarrasser de cette vermine

« les honnêtes gens. LA LOI ORDONNE « LEUR INCARCERATION ET LA JUSTICE L'EXIGE. »

Et ils ne manquent pas d'ajouter : « Où irions-nous et où s'arrêteraient-ils s'ils restaient impunis, les agissements de ces indélicats personnages qui exploitent odieusement la naïveté publique ? »

J'ai grande envie — une fois n'est pas coutume — d'abonder dans le sens de ces amateurs forcés de sanctions punitives. Je m'y résous.

Soit : qu'on arrête et condamne ces imposteurs qui abusent dolosivement de la crédulité des niaisards dont, par leurs insidieuses manœuvres, ils surprennent la confiance.

Ty consens. Mais...

Mais, s'il est vrai que « la Loi ordonne » et que la Justice exige » l'arrestation de ces maîtres trompeurs, il ne faut pas oublier que la loi doit être applicable à tous indistinctement et que la Justice ne devant avoir qu'un poids et qu'une mesure, elle se doit de n'épargner aucun coupable.

C'est bien vu, bien entendu ? Je pense, Messieurs les partisans d'une sévère répression, que nous sommes d'accord ? Je ne vous fais pas l'injure d'en douter. (Lire la suite en 6^e page.)

L'immonde décret Sarraut en action

Depuis que le gouvernement Daladier a promulgué l'immonde décret sur les étrangers, la police n'a pas perdu son temps. De tous côtés nous parviennent les doléances de malheureux copains traqués comme gibier en plaine. D'autre part, nous savons de source sûre que le Gouvernement a l'intention d'aggraver encore les dispositions générales de ce décret scélérat en forçant les étrangers à manifester à l'égard de la politique générale de la France un conformisme actif et sans réserves. Nous irions ainsi vers un totalitarisme qui n'aurait plus rien à envier à celui des Etats fascistes.

Qu'on ne s'y trompe pas. Ces mesures contre les étrangers, si une riposte vigoureuse ne s'organise sans tarder, finiront par s'étendre aux Français eux-mêmes. De ce seul point de vue, notre sort se trouve lié à celui des militants étrangers persécutés. Et les défendre, c'est nous défendre nous-mêmes contre la fascisation progressive de l'Etat « démocratique ».

Sur le décret scélérat de Sarraut
contre les étrangersLire en 4^e page :

Un article de Georges PIOCH

“ La France aux Français ”

Entre deux maux...

De divers côtés nous arrivent des informations selon lesquelles les conversations de Rome auraient tourné parfois à l'aigre. En dépit des manifestations à grand apparat, et des témoignages mutuels d'admiration que se sont décernés les deux dictateurs, il resterait que, dans le privé, de sérieux accrochages se seraient produits. Nous n'en sommes pas autrement étonnés. D'une part Hitler est fondé à voir une infidélité dans le traité italo-anglais suivi d'un rapprochement très net entre l'Italie et la France qui s'appare à reconnaître la conquête éthiopienne. D'autre part, Mussolini n'a pas digéré l'Anschluss qui brise net tous les projets de pénétration à sens unique et politique de l'Italie en Europe centrale et y substitue le rêve d'une hégémonie allemande. Tout cela ne dispose pas aux épanchements sans réserve. On exagère sans doute en prétendant qu'ont surgi de graves dissensions, que, par exemple, les exercices d'aviation, décommandés « en raison du temps », ont été purement et simplement supprimés ou en imaginant quelque éclat sensationnel. Il reste cependant que la presse allemande ne manifeste plus qu'un enthousiasme limité. Elle prend grand soin de préciser qu'aucun accord militaire ne saurait être, pour le moment, envisagé. Ce repli est significatif. Il s'accompagne de déclarations parues dans la presse italienne où s'exprime l'émotion des milieux les plus officiels devant les prétentions allemandes en Europe centrale et balkanique.

Les toasts qu'ont prononcés les deux dictateurs confirment cette impression. On notera que le duc s'est montré dans son discours singulièrement réticent. Il a pris soin de ne rien dire qui pût compromettre le rapprochement anglo-italien ainsi que les négociations en cours avec la France. Le problème colonial n'y est pas même évoqué et d'autre part rien de précis n'a été dit sur cette « collaboration durable » qu'entrevoit le Führer. En somme les deux hommes se sont bornés à un éloge de la politique de l'axe fondée sur la commune idéologie des deux gouvernements. C'est peu. Ce n'est pas, en tout cas, suffisant pour préparer une action d'ensemble ni supprimer les oppositions d'intérêt entre les deux impérialismes. L'alternative, pour l'Allemagne, reste, en effet, la même : ou étendre sa domination en Europe centrale et balkanique ou reconstruire un empire colonial. Malgré son machiavélisme et son désir de miser sur deux tableaux, Mussolini ne peut, offrir l'un ou l'autre à l'autre.

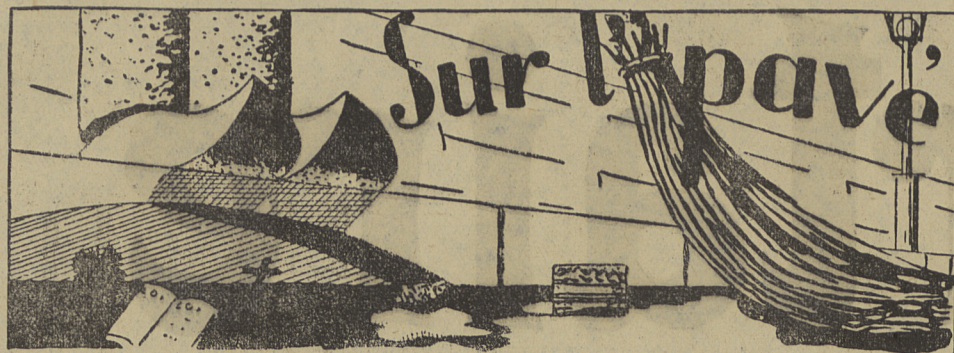
Ainsi, dans ses grands traits, la situation reste à peu près la même qu'avant le voyage du Führer-Chancelier. La négociation entreprise par Chamberlain contre une grande partie de l'opinion anglaise et une fraction du parti conservateur a porté ses fruits. « Que fut-il arrivé », Eden restant au pouvoir, le fossé séparant la Grande-Bretagne et l'Italie se fût creusé davantage ? Vraisemblablement il ne fût resté à Mussolini d'autre parti que de jouer la carte désespérée, celle de la guerre, malgré l'Anschluss, malgré toutes les suggestions de la prudence, que de s'incorporer sans réserves à la politique allemande... C'est cette pire solution qui a été évitée.

Savoir se contenter de ces misérables tractations, ce n'est sans doute pas de la grande politique et nous eussions préféré certes que le prolétariat organisé imposât la sienne. Mais si l'on veut bien reconnaître que ces ajournements nous sauvent au moins provisoirement de la guerre, on sera contraint d'approuver la politique de négociations.

Encore une fois nous préférons une négociation, toutes les négociations qu'on voudra même si elles doivent conduire à la négociation de l'Empire italien (pure fousaie) à une guerre qui anéantirait tous nos espoirs. Entre deux maux, il faut choisir le moindre. Nous formulons seulement deux réserves. Par la première, nous signalerons que les conversations franco-anglo-italiennes ne sauraient amener une véritable pacification de l'Europe car si elles peuvent nous sauver provisoirement (nous répétons ce terme à dessein) d'un sanglant conflit impérialiste, elles laissent subsister la plupart des causes de guerre qui ne pourraient être éliminées que par une révision générale des traités et non par un renouveau de la politique d'encerclement de l'Allemagne. Pour la seconde, nous affirmerons la nécessité de substituer à l'action des diplomates celle du prolétariat qui, seul, parce qu'il est, par définition, pour et contre, essentiellement pacifique et désintéressé, pourra imposer la seule paix durable : celle qui se fondera sur l'égalité et l'émancipation de tous les peuples.

LASHORTES.

RÉSERVEZ TOUS
vosre journée
du 12 Juin
pour participer
à la grande Fête
du "Libertaire"



PROPOS D'UN PARIA

Un qui rouspète

Le pape n'est pas content. Et tous les journaux clament à l'envi la grande douleur qu'il a ressentie de cette profusion dans la capitale de la chrétienté de ces drapeaux, oriflammes, banderoles, etc. portant la croix gammée du nazisme, c'est-à-dire d'une religion concurrente.

Car, le pape, s'il s'accommode volontiers de la dictature tant qu'elle ne s'exerce que d'une façon temporelle, matérielle, tant qu'elle ne régit que les actes sociaux des individus, se cabre — c'est une façon de parler — dès que les dictateurs décident de réglementer également les croyances.

Certes, nous sommes d'accord avec lui — une fois n'est pas coutume — lorsqu'il condamne, et de belle façon, le racisme — pseudo-scientifique — comme une doctrine inhumaine.

Mais ce qui l'inquiète le plus, c'est la façon désinvolte avec laquelle Hitler traite les catholiques allemands et autrichiens.

Ce qu'il condamne surtout, c'est la nouvelle religion allemande groupant autour du Führer-Dieu des millions de fanatiques.

Antifasciste ? Non ! Mais antihitlérien comme il est également antistalinien et pour les mêmes motifs.

Hitler comme Staline ne se contentant pas d'asservir les troupeaux d'hommes sous une discipline et un autocratie jamais égales, mais voulant également être les chefs spirituels de ces foules et les soustraire à toute influence culturelle extérieure.

Tout laisse supposer que la lutte sera ardente et les leçons de l'histoire peuvent nous inciter à croire que le résultat ne sera pas celui qu'espèrent les dictateurs intégraux.

On peut assurer, en tout cas, que cela durera un nombre respectable d'années.

Nous n'avons pas, évidemment, à prendre parti dans cette querelle. Souhaitons seulement qu'elle favorise certaines fissures qui permettront la désagrégation des blocs idéologiques et par suite du fascisme.

Pour nous, la religion, c'est-à-dire toutes les religions, et elles sont nombreuses, et il s'en crée tous les jours de nouvelles, sont à combattre, car toutes, en asservissant l'esprit, en obligeant les cerveaux à penser en série, en faisant des hommes des fanatiques incapables de tout discernement, sont les pires obstacles à notre affranchissement.

Croire, ce que l'on a soi-même jugé raisonnable, voilà la seule religion d'un homme libre.

Seulement, c'est la ruine pour les prêtres, pasteurs — syndiqués ou non — prophètes et autres dispensateurs d'une hypothétique parole divine.

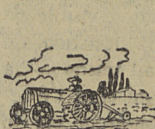
La Rue Michel.

MAURRAS CHEZ FRANCO



Entre pareils, on finit toujours par s'entendre. Ainsi, Charles Maurras est-il allé rendre visite à Franco. Le vieux pousse-au-crime a, comme bien l'on pense, été reçu en grande pompe par les hauts dignitaires de l'assassinat qui entourent Franco. L'Action Française nous apprend, en effet, que Martinez Anido était au premier rang de ceux qui l'accueillirent. Ce digne descendant de Torquemada, bourreau du prolétariat catalan, et dont les crimes ne se comptent plus, était en effet très qualifié pour recevoir ce vieux provocateur à l'assassinat qu'est le barbier des Martigues.

LES HUMIBLES



Dans le dernier cahier des Humbles, R. Van den Broek qui est, paraît-il, l'auteur de quelques livres, s'exténue visiblement à éreinter Malraux. Nous n'ignorons nullement la triste besogne que fait celui-ci depuis qu'il est enrôlé dans les rangs stalinien.

Nous savons qu'il a signé le manifeste du sieur Aragon en faveur de l'Union nationale et que son dernier livre, *Espoir*, contient des pages odieuses contre nos camarades de la C.N.T. Nous méprisons ce monsieur qui prostitue sa plume et se met délibérément au service du mensonge.

Mais nous ne saurions lui dénier toute espèce de talent. Que Malraux soit un salaud, nous l'admettons, c'est suffisamment prouvé. Il reste quand même le superbe écrivain des *Conquérants* et de la *Condition Humaine*. Il dépasse de cent coudées les Aragon, les Nizan et tous les Bloch inscrits au Parti communiste. Décidément, Van den Broek manque de mesure lorsqu'il déclare : « Je trouve que Malraux écrit comme un cochon le ferait avec son groin... » Quand même, faut ce qu'il faut. Ça coûte pas plus la bonne ouvrage. Ou alors, faut pas se mettre à écrire.

Et nous lisons son dernier livre, « chef-d'œuvre d'ordre et d'harmonie », pour voir s'il a suivi le conseil qu'il donne si généreusement à son confrère. Avec plus de justice, Wullens nous parle de deux livres de Charles Plisnier : *Faux passeports* et *Mariages*. Dans *Faux passeports*, la vie des personnages est si passionnée, si hétéroclite, elle côtoie si souvent le tragique, le sublime, que le lecteur, haletant d'un bout à l'autre de chaque nouvelle, ne reprend son souffle qu'à la fin du livre pour s'interroger sur ces révolutionnaires trop mystiques à son gré. On peut trouver insuffisante l'explication que nous donne Plisnier au sujet des aveux copieux et des repentirs lamoyants dont les fusillés de Moscou donnent le spectacle, il faut le remercier d'avoir cherché à nous faire comprendre cet étalage déconcertant de crimes impossibles.

EN SOUVENIR DE JEANNE LA PUCELLE



La fête de Jeanne d'Arc, cette année, ne fut guère plus pittoresque qu'à l'habitude. Il n'y eut pas, ce qui aurait pu sembler indispensable, le défilé des Jeunes Filles de France aux côtés des Enfants

de Marie.

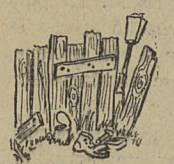
Les premières eurent bon de s'abstenir, malgré la parution d'un numéro spécial de l'*Humanité*. Les secondes, descendantes abâtardies de la Pucelle d'Orléans, vinrent lui apporter le salut de ceux qui, après l'avoir brûlée, en firent une sainte.

Mais c'est, sans conteste, l'élément masculin qui, en ce dimanche de fête nationale, fut le plus prompt et le plus enthousiaste à rendre à celle qui sauva la France de l'invasion anglaise le pieux hommage qu'elle méritait. (En 1429, notre ennemie héréditaire était l'Angleterre, mais depuis, il y a eu prescription.)

Les scouts de France défilèrent comme à l'habitude, les patronages religieux de même. A la suite de ces traditionnels cortèges semi-militaires, vinrent les partis politiques, les ligues qui, semblait-il, étaient dissoutes.

Là, le spectacle devint grandiose et émouvant, grandiose pour les spectateurs et émouvant pour les acteurs. Surtout quand les partisans de Doriot et les partisans de La Rocque échangèrent force horions pour se démontrer réciproquement la supériorité respective de leurs conceptions de l'Ordre.

CLOCHARDS ARISTOCRATIQUES



Un nouvel organe vient de paraître : *Le Clochard*. Réserve aux clochards de s'Champs-Élysées, sans doute, ce canard, car, publié sur une seule feuille, la première page est pleine d'absurdités et la seconde bourrée d'annonces.

Heureux clochards qui peuvent se payer une pipe ou un stylo à 100 francs ! Quel beau métier celui de clochard lorsqu'il permet de s'offrir une maison de campagne à 35.000 fr. !

Il n'est pas besoin de souhaiter longue vie à ce nouveau confrère, car si ses rédacteurs sont aussi « cloches » que les clochards auxquels ils s'adressent, il ne manquera pas d'argent pour le faire vivre.

FRANÇAIS QUAND MEME



Nous citons textuellement : le *Clochard* : « Nous ne faisons pas de politique, nous ne connaissons ni la droite, ni la gauche, mais il y a tout de même certains journaux, comme l'*Humanité*, que nous refusons de vendre. Les clochards de Paris sont Français. »

Ainsi, comme partout : la France aux Français. Il ne faut pas d'étrangers parmi les clochards. « A bas les métèques ! »

Mais pourquoi s'en prendre à l'*Humanité* ? c'est le journal du Parti communiste français, et il nous semble que le patriotisme des gens de l'*Humanité* est au moins aussi échevelé que celui des tricolores les plus déroulés.

TARTUFES !



Nous lisons dans le dernier numéro de l'*Ecole Emancipée* :

« Saisi par le Comité d'Enquête sur le procès de Moscou, de « l'affaire Reiss » (soyons juridiques, et ne disons pas : « l'assassinat d'Ignace Reiss », le C. C. de la Ligue des Droits de l'Homme, « déclare qu'en l'absence de tout dossier il est dans l'impossibilité de se prononcer sur cette affaire ».

« Il n'y avait pas non plus grand dossier au début de l'affaire Dreyfus. Un dossier, ça se constitue, quand on veut rechercher la justice... quant on ne veut pas, on se lave les mains. »

« M. Bayet est adversaire de la peine de mort, même en matière politique. Mais appartient-il à la Ligue de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie ? »

« O Tartufe ! Et la Ligue d'autrefois contre le tsarisme, contre le sultan rouge, contre la Prusse en Pologne, etc., etc., etc., que faisait-elle ! »

Sévère, mais combien juste !

LE BOUCHER YAGUE EN PRISON



Une nouvelle que Bailly, s'abstiendra sans nul doute de commenter c'est l'empirisme du général franquiste Yague. Pour la vieille « tante » qui préside aux destinées du *Journal*, les désaccords ne sont que parmi les « rouges » qui se dévorent entre eux, entre deux viols de nonnes.

Eh bien ! tout ne va pas pour le mieux dans les troupes de Franco. La haine du prolétariat n'est pas un lien moral — si l'on peut dire — suffisant pour empêcher certaines frictions de s'accomplir. Elles sont peut-être moins apparentes que celles des gouvernements, mais elles n'en existent pas moins. Et les manières fortes, de l'apprenti dictateur Franco, ne réussissent pas à dissimuler la vérité.

Des milliers de rebelles sont dans les prisons de l'Espagne franquiste. Le général Yague, le boucher de Badajoz, vient d'être arrêté, pour des attaques contre deux nations amies. Qui oserait dire après cela que toute l'Espagne n'est pas derrière Franco ?

DES JEUX... ET PAS DE PAIN



Le Führer rentre dans sa chère Allemagne. Les fêtes sont finies, mais les lampions ne sont pas encore éteints. Hitler a été reçu à Berlin par 400 trompettes, la ville est illuminée par 17 kilomètres de

torches, 500 projecteurs, des feux de bengale. Paris bientôt ne sera plus la « Ville Lumière ».

Les Berlinois sont gâtés, leur cher dictateur n'a pas voulu qu'ils ne soient pas de la fête, « ils n'y sont pas moins que les Romains ». La lumière des phares, tout en les préparant au grand incendie guerrier, leur fait toujours un peu oublier que leurs estomacs sont vides. Voilà un procédé que Daladier devrait bien employer pour faire accepter ses décrets-lois. Des jeux, mais pas de pain. Quel progrès !

Monsieur Dubalai.

Les chiens qui lèchent les fouets de leurs maîtres

Ce n'est pas le titre d'une fable. Mon dernier papier où je m'élevais avec le plus de véhémence possible contre l'ignominie du système pénal dans les pays civilisés m'a valu les protestations de ceux qui gardent toujours le respect de la cravache. Or, à peine mon article était-il imprimé que je déplorais sa pâle couleur. Car des faits nouveaux, fournis par la presse, nous indiquaient plus précisément le degré d'indiscipline auquel la Société peut aboutir dans ses crimes, à force de les commettre. C'est ainsi que j'apprends qu'en Amérique une exécution avait été retardée, non plus comme l'autre jour par suite d'une panne d'électricité, mais pour ne pas troubler l'émission radiophonique que le directeur de la prison a coutume de donner à ses auditeurs ! Hein ! que dites-vous de cette délicatesse de civilisés ? Ah ! ces gardes-chiourme mélo-mélos ! Et combien nous semble loin ce Romain de la décadence, couché sur un lit de roses et que le pli d'une fleur troublait dans son sommeil !

Mais cette semaine devait encore m'apporter tout le concours de l'actualité pour me faire regretter davantage ma courtoisie à l'égard des lècheurs de guillotine, de ces frétillants voyeurs qui ne manquent jamais de quitter l'aube des bourgeoises partouzes pour les fraîches aurores des exécutions capitales. Les scènes répugnantes qui précèdent la décapitation de Moïse seraient suffisantes à un honnête homme pour le faire rogier d'appartenir au pays qui lui imposa sa naissance. Car un crime, si monstrueux soit-il, ne justifie en aucune façon une répression au moins aussi monstrueuse. Mais il était réservé à Géo London de nous enfoncer plus avant dans notre dégoût en commentant l'exécution du misérable avec force louanges à l'adresse de ceux qui y ont procédé. Car non content de ciser sa phrase avec cet immonde respect de la force qui caractérise les asservis, déferent et obséquieux pour M. Deibler, flatteur et flageolet de tous les complices de l'Exécutif, le Géo London réservait toute son audace contre l'exécuté à qui il reproche en fin de compte de ne pas avoir eu le courage d'affronter la mort. J'ignore si Géo London, qui a si souvent approché la mort des autres à la façon d'une mouche à viande, a jamais vu s'approcher la sienne mais je demeure persuadé que son courage ne dépasserait pas le vent de la gifle qu'il mérite. Car j'ai toujours constaté que les plus sévères

censeurs du courage d'autrui étaient ceux qui en témoignaient le moins.

C'est en effet la revanche des timorés de donner aux autres des leçons d'héroïsme ; c'est la revanche des couards comme Vautel de souhaiter, non sans espoir de réussite, ce qu'il écrivait hier : *Quel dommage que la peine du fouet ne soit pas appliquée en France !*

Ne tenons point cette ignoble proposition pour une innocente boutade. Sous son aspect badin, elle fait partie de tout un système de préparation de l'opinion publique pour lui faire admettre demain ce qui lui répugnait hier. De nombreux valets de plume y sont employés et s'y emploient sous les formes variées du roman, de la caricature, du théâtre, de la nouvelle, de l'écho, etc., etc. Et si médiocres qu'ils soient, ils parviennent, par la diffusion accordée à leurs écrits, à créer certains courants et à faire écho de décrets abominables comme ceux qui viennent d'être lancés contre les étrangers (campagnes Vautel). C'est leur fonction de se poser en champion contre les petites saletés où ils sont passés maîtres et dont ils peuvent se réjouir en constatant leur effet (rappelez-vous les mouchardages de Vautel dont furent victimes des institutrices). C'est leur raison d'être, la sienne, d'exhorter hypocritement « les bons citoyens » à des actes de violence empruntés aux méthodes fascistes ; c'est son besoin à lui, d'aboyer comme un roquet sous un lit alors que nous avons vu sa face de sacrilège ne point même tressaillir, par habitude sans doute, à la juste épithète de lâche qui lui était décochée face à face et publiquement.

Et ce fut sa punition de se voir contraint après ses cafardages sans succès à se lamenter sur l'ingratitude de ses confrères qui n'ajoutaient que leurs sarcasmes à sa pitoyable aventure. Punition trop légère, dira-t-on. Peut-être, mais on ne pouvait pas raisonnablement lui appliquer le chat à neuf queues.

Car le bouffon en parle trop pour ne point nous laisser supposer qu'il éprouverait quelque satisfaction à ce mode de flagellation si cher à la vieille Angleterre et si recommandé par certaines thérapeutiques pour retrouver les virilités perdues.

AURELE PATRONI.

Pedro Torrego est mort

Par la *Soli* nous avons appris la mort de notre bon camarade Pedro Torrego, décédé à Barcelone d'une pénible maladie. Pedro Torrego, âgé d'une cinquantaine d'années, était installé en France depuis de longues années quand éclata le soulèvement franquiste. Il n'eut de cesse qu'il ne rejoigne l'Espagne le plus rapidement possible et fut un des premiers à partir. Il comptait parmi les Espagnols qui avaient parfaitement compris les particularités de la lutte sociale en France en général et du mouvement anarchiste français en particulier. Aussi comptait-il dans les meilleurs amis du *Libertaire*. Dès son arrivée en Espagne, Pedro Torrego eut à cœur de se tenir en contact avec nous, et nos lecteurs se souviennent des intéressants articles que le *Libertaire* publia régulièrement, dès le début d'août 1936 sous sa signature.

Pedro Torrego était alors délégué au Comité de défense de Barcelone.

Plus tard il occupa un poste à l'école des militants de la C. N. T. - F. A. I.

Enfin le Comité régional de la C. N. T. le délégua à la direction du journal confédéral de Reus.

Pedro Torrego était le type classique du bon militant espagnol, dévoué sans réserve à la propagande de notre idéal, enthousiaste, confiant, et cependant tout empreint de cette finesse discrète qui caractérise l'Espagnol méditerranéen. Ce sont les Pedro Torrego qui font la C. N. T. - F. A. I., ce sont ces militants modestes et tenaces qui lui donnent son assise, sa force, son rayonnement dans les masses espagnoles.

Sa mort nous attriste profondément. — La Rédaction.

SEBASTIEN FAURE

fera une conférence

A Goussainville, samedi 14 mai, à 21 heures
salle Gaiet (Ferme des Noyes)

FASCISME - GUERRE

TRANSFORMATION SOCIALE

Entrée 2 50, chômeurs 1 25.

Je m'abonne au "Libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit francs, à partir du

Signature :

FRANCE	ETRANGER	NOM (2)
52 Nos .. 28 fr.	52 Nos .. 36 fr.	
20 Nos .. 14 fr.	20 Nos .. 18 fr.	

Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 88-27

(1) Biner la mention inutile.
(2) Ecrire lisiblement.

ADRESSE

VILLE

DEPARTEMENT

Ce qu'est la F.A.I. ce qu'elle veut

Around de la F.A.I. s'est créée une véritable légende terroriste, d'organisation clandestine et mystérieuse, chargée de renverser l'ordre de choses existant et de maintenir en constante haleine et terreur les services chargés de la défendre. Dans tous les milieux, gauche comprise, on a une singulière idée du but et des méthodes de lutte de cette organisation, la F.A.I., expression du mouvement libertaire espagnol. Dans cette fausse compréhension des idées anarchistes, entrent pour une bonne part les préjugés bourgeois, et une méconnaissance complète de la signification sociale et constructive de cette tendance du socialisme, qu'elle représente. Il y entre, aussi, une ignorance voulue et, souvent, une mauvaise foi indéniable.

C'est ainsi que pendant longtemps, on a agité, en Espagne, l'épouvantail de la F.A.I. pour permettre, contre cette avant-garde de la classe ouvrière révolutionnaire, la plus implacable des répressions. L'esprit de lutte et de création de la F.A.I. s'est trempé à travers ces répressions, il a rempli malgré leurs rigueurs, sa grande mission d'animateur et d'orientateur du mouvement ouvrier vers la transformation sociale.

Créée en 1927, sous la dictature de Primo de Rivera, la F.A.I. apparut comme l'organisation chargée de recueillir la tradition libertaire et de la diriger dans le sens de la lutte idéologique entreprise contre l'exploitation capitaliste et la tyrannie étatique. Elle avait une riche expérience historique et renfermait une pléiade de militants désintéressés et énergiques. Face aux circonstances du moment, elle fut contrainte d'agir clandestinement et de concentrer son énergie dans la lutte quotidienne, sans négliger pour cela l'éducation sociale de ses militants, comme celle des travailleurs, veillant, particulièrement, sur l'orientation révolutionnaire des organisations syndicales. Elle fut, dès sa création, un organisme de lutte, de choc d'avant-garde révolutionnaire, mais sans oublier sa véritable raison d'être : le communisme libertaire.

ACTIVITE PUBLIQUE DE LA F.A.I.

Arriva le 19 juillet, et la F.A.I. surgit immédiatement à la vie publique. Tous les antifascistes purent apprécier la valeur de ses méthodes de lutte, méthodes d'action directe que la F.A.I. avait pratiquées et enseignées aux travailleurs organisés. Sans cette préparation, cette gymnastique révolutionnaire, qui fut si brutalement combattue, même par les secteurs de gauche, le prolétariat n'aurait pu s'opposer à la rébellion des militaires traités. Et si, en stricte justice, on ne peut attribuer, exclusivement, à la F.A.I., ces méthodes de lutte, on ne peut nier que c'est son influence dans la C.N.T. qui décida cette pratique révolutionnaire du prolétariat espagnol.

Non seulement la F.A.I. mit en évidence sa capacité combattive, mais elle démontra aussi, qu'elle était une organisation, authentiquement révolutionnaire, capable de créer, ce qui est très distinct d'un organisme spécifique de choc et de lutte, la F.A.I. comprit, rapidement, que les circonstances avaient changé, elle sentit, en même temps, le poids des responsabilités qui pesait sur cette avant-garde du prolétariat révolutionnaire espagnol. Elle comprit que son premier travail était de BATTRE LE FASCISME, et qu'il était indispensable qu'elle s'allie aux autres secteurs antifascistes. La F.A.I. accepta et proclama la nécessité de cette impérieuse collaboration, avec exclusion « de toute hégémonie de secteurs ou de partis ».

Elle sut adapter ses méthodes d'action aux nouvelles circonstances, sans oublier sa propre finalité, ce qui la distingue d'une organisation

réellement révolutionnaire, d'une secte ou d'un parti politique. Les sectaires s'obstinent aveuglément dans leurs dogmes, délaissant la réalité, tandis que les opportunistes cherchent à profiter d'avantages personnels. La F.A.I. n'a voulu tomber ni dans l'une ni dans l'autre de ces extrémités. Les nouvelles exigences de la lutte posèrent de nouveaux objectifs, transformèrent ses méthodes politiques, sa structure organique et la F.A.I. se présenta sous un nouvel aspect devant les autres secteurs politiques d'Espagne, parce qu'elle plaçait au-dessus de tout : ECRASER LE FASCISME POUR ORGANISER, ENSUITE, EN ESPAGNE, UN REGIME DE JUSTICE ET DE LIBERTE.

CHANGEMENT DE STRUCTURE ET REVENDICATIONS IMMEDIATES

Cette transformation, réalisée par la pratique quotidienne, dès le 19 juillet, eut sa consécration officielle et organique au Plénum Péninsulaire de Régionales, qui se tint à Valence dans les premiers jours de juillet 1937. Ce Congrès approuva la nouvelle organisation qui régit, actuellement, la F.A.I., remplaçant le GROUPE D'AFFINITES par le groupe de faubourg ou de localité ; il adopta une base plus large d'activité politique. Dans ce Plénum, réalisé au bout d'un an de lutte et d'expérience constructive, la F.A.I. fixa les grandes lignes de sa nouvelle orientation, par la déclaration suivante :

« Devant l'impératif du moment, l'intervention de l'anarchisme comme organisation animatrice de la vie publique en Espagne, chargée d'orienter le prolétariat dans ses réalisations révolutionnaires, la F.A.I., tenant compte des nécessités de la guerre, sans renoncer à ses aspirations finales, doit pénétrer dans tous les organismes populaires, qu'elle doit impulser dans un sens progressif pour réaliser la Révolution. »

La collaboration avec les autres secteurs antifascistes est réaffirmée, excluant toute hégémonie. Cette collaboration ne s'arrête pas, seulement, à la lutte contre le fascisme, mais doit établir une norme de rapports entre les divers secteurs, dans les cadres du nouveau régime qui suivra après la victoire, le définissant comme la résultante de l'action d'ensemble de tous les secteurs luttant pour la création d'une société sans privilèges de classes, où les organismes producteurs et consommateurs administreront, au mieux des intérêts de tous, pour donner à l'Espagne, par le moyen du fédéralisme, le régime qui convient à ses diverses régions.

La F.A.I. laisse de côté sa position initiale et réclame sa place dans les institutions publiques qui peuvent servir à défendre et confirmer le nouvel état de choses et revaloriser, dès à présent, la vieille position fédéraliste du mouvement libertaire, position renforcée par l'expérience acquise. L'organisation de la nouvelle Espagne sur des bases fédéralistes, d'accord avec la configuration géographique de la Péninsule et la tradition de ses aspirations sociales, et une des fins essentielles du programme de la F.A.I., en parfaite harmonie avec son idéal.

Par ailleurs, et particulièrement pour les transformations d'ordre économique réalisées et ses revendications sur ce terrain, la F.A.I. est d'accord dans les lignes essentielles avec le programme de la C.N.T. Elle défend dans tous les cas le principe de la gestion directe des producteurs de l'industrie et de l'agriculture. Elle défend aussi la socialisation de la terre et des principales industries. La responsabilité du travail, l'intensification de la production et l'amélioration de la qualité, qui appartiennent aux producteurs, sont aussi les préoccupations constan-

Peuple de France, nous laisseras-tu ASSASSINER ?

« *Palmu a palmo* ». — Pied à pied, pousse à pousse, le sol de Catalogne sera défendu. Ses fils en ont pris la ferme décision. Et, parmi tous, ceux de la C. N. T. et de la F. A. I. seront les défenseurs les plus acharnés à l'avant-garde. Ainsi l'ont-ils toujours fait, mais ainsi l'ont-ils ratifié clairement en approuvant dernièrement des accords qui font d'eux une masse compacte et plus homogène encore.

Mais ces militants, ces défenseurs, ces fils du peuple savent qu'il n'est pour eux aucune autre issue : ou vaincre, ou mourir.

Pour vaincre, hélas, l'héroïsme ne suffit pas. Dans une guerre moderne, guerre de matériel, c'est le mieux outillé qui écrase l'autre. Et les antifascistes, à ce point de vue, sont en état de nette infériorité. C'est presque impunément que les fascistes ont pu commencer à envahir la Catalogne et qu'ils viennent, quotidiennement, massacrer les populations sans défense des villes et villages de l'arrière.

Pour arrêter leur avance d'abord, pour les faire reculer et les vaincre définitivement ensuite, il nous faut, de toute urgence, des AVIONS, des TANKS, des CANNONS.

En attendant que les usines fournissent suffisamment, les antifascistes d'ici, SANS DISTINCTION, suivront le mot d'ordre : RESISTER. Mais la résistance a des limites et, pour accélérer la fourniture du matériel, toi, Peuple de France, tu peux tout : TU PEUX FORGER L'ENTREVUE DE CES AVIONS, DE CES TANKS ET DE CES CANNONS, indispensables pour la lutte.

Pour sauver, en Espagne, ce qui subsiste des conquêtes révolutionnaires, pour empêcher le triomphe du fascisme qui serait aussi le prélude de la guerre mondiale, tu dois exercer immédiatement la pression nécessaire sur tes gouvernants.

Tu dois, également, par un boycottage rigoureux, gêner au maximum l'approvisionnement des fascistes espagnols. Ne reussent-tu aucun remède quand, par tes soins, les assassins du fascio et de la croix gammée sont munis de tout ce qui leur est nécessaire en se riant de ton inertie.

Tu dois, également, par un boycottage rigoureux, gêner au maximum l'approvisionnement des fascistes espagnols. Ne reussent-tu aucun remède quand, par tes soins, les assassins du fascio et de la croix gammée sont munis de tout ce qui leur est nécessaire en se riant de ton inertie.

Peuple français. En cette date voisine du Premier mai, nous ne nous attacherons pas, cette année, à adresser le traditionnel manifeste relatif à l'anniversaire de ce jour du Proletariat. Non. Des soucis plus urgents nous accablent. Le moment et la situation sont trop tragiques. A LA PLACE D'UNE COMMÉMORATION, NOUS LANCONS UN APPEL AU SECOURS DESEPERE.

Laisseras-tu Franco envahir la Catalogne et prendre Barcelone ?

Laisseras-tu le fascisme venir te menacer aux Pyrénées ?

Enfin, nous laisseras-tu assassiner ?

LE GROUPE FRANÇAIS DE LA C.N.T.

Barcelone, le 22 avril 1938.

Appel rédigé, conformément à la décision prise le 17 avril 1938, et du 4^e point de la motion adoptée le 20 mars, lors des réunions élargies provoquées par le « Groupe Français de la C. N. T. », réunions auxquelles assistaient des anarchistes et syndicalistes français de toutes tendances résidant à Barcelone.

tes de la F.A.I. et animent tous ses militants. C'est-à-dire, qu'elle embrasse tous les aspects du problème social dont la responsabilité incombe à un organisme d'avant-garde chargé d'un vaste labeur constructif.

Tout cela est conditionné par cette primordiale préoccupation : GAGNER LA GUERRE. Pour y parvenir, la F.A.I. et tout le mouvement libertaire ont réalisé et réalisent des sacrifices dans tous les domaines, sacrifices consentis, au même degré, par aucune autre organisation politique. La F.A.I. a donné l'exemple en transformant ses méthodes et sa position, cette flexibilité qui n'oublie pas le but final, est une preuve convaincante de la maturité politique et sociale de cette organisation et une garantie d'efficacité pratique. Si tous les autres partis adoptaient une même attitude, le problème entre les secteurs de l'Espagne nouvelle serait résolu et ces réalisations seraient un exemple pour le monde. (Traduit de Umbral.)

L'ŒUVRE CONSTRUCTIVE DE LA C.N.T.

La Société Générale des Eaux de Barcelone

On a beaucoup trop répété depuis quelques mois que l'essence révolutionnaire de l'Espagne était morte, qu'il n'y avait plus qu'une union sacrée autour de la république bourgeoise revenue, et que, par conséquent, des dizaines de milliers de camarades étaient morts pour rien. C'est plus qu'excessif. Certes, les collectivités libertaires de la province de Huesca et de la vallée de l'Ebre ne sont plus ; l'offensive fasciste ayant occupé complètement celles-ci, ces belles entreprises révolutionnaires ont été anéanties. Mais, de nombreuses collectivités agricoles continuent dans toute l'Espagne gouvernementale. Et quant à l'industrie, nous parlons aujourd'hui de la Compagnie des Eaux.

La « Compagnie Générale des Eaux de Barcelone » et l'entreprise concessionnaire des eaux souterraines du Llobregat, contrôlaient, avant la révolution, la Compagnie espagnole du Gaz Lebon dont elles possédaient la majeure partie des actions ; elle contrôlait aussi la Société d'Electricité de Malaga, de Murcie, les Sociétés du Gaz de Valencia, Santander, Saint-Sébastien, San Fernando, Cadix, Chiclana, Puerto de Santa-Maria et Grenade.

La presque totalité du capital de ces entreprises appartenait au trio financier Garibay-Ventosa. D'après la balance réalisée par les ouvriers de la compagnie, en prenant possession de cette entreprise, le capital qui est des maintenant administré par eux est de 271.882.296 pesetas et les bénéfices sont de 11.706.926 pesetas. Cet état de comptes favorable permet de mettre en pratique tous les projets que le syndicat ouvrier des Eaux a présentés pour le plus grand bien de la population de Barcelone.

ORGANISATION NOUVELLE

Après avoir pris possession de l'entreprise, le syndicat ouvrier de la C.N.T. commença par implanter les bases qui avaient été présentées à la direction de l'ancienne entreprise et qui avaient été refusées. Les principales améliorations furent la semaine de trente-six heures, salaire minimum de quatorze pesetas, égal aussi bien pour les hommes que pour les femmes ; et l'instauration des assurances sur la vieillesse et la maladie.

Plus tard, l'on dut renoncer à la semaine de trente-six heures pour les nécessités de la guerre ; des cas se sont présentés où des camarades durent travailler quarante et cinquante heures pour en remplacer d'autres qui partaient au front.

Tout l'ancien personnel de la direction avec ses salaires fabuleux fut supprimé. Il ne reste que les indispensables qui jouissent du même standard que le restant des camarades.

LES NOUVEAUX TARIFS

Le prix de l'eau est unifié à quarante centimes le mètre au lieu de soixante-dix et quatre-vingt centimes autrefois ; en certains lieux, il allait jusqu'à 1.50. Un autre avantage est que la compagnie ne touche rien tant que la quantité dépensée ne passe pas ce qui est fixé par les services de santé, seul le supplément va à la charge du consommateur. Plusieurs autres améliorations nous sont indiquées entre autres le véritable abus qui constituait chaque mois la somme qui était touchée sur le compteur est supprimé.

L'on dépensait autrefois à Barcelone environ cent quarante mille mètres cubes par jour ; le chiffre dépasse maintenant cent cinquante. Et nos camarades sont en train de créer tout le nécessaire pour augmenter cette quantité.

Il y a un décret des services de santé d'après lequel chaque ménage, ou personne vivant seule, peut dépenser deux cent cinquante litres par jour au minimum. Ceux qui auront chez eux un laveur compteront cent litres de plus, et cent litres pour la salle de bains (disons pour nos camarades français qu'à Barcelone, dans chaque appartement, presque toujours, existe un petit laveur contigu à la cuisine ; on y lave le linge qui est étendu ensuite sur la terrasse).

UNIFICATION DES SERVICES

Afin d'unifier les services, des dispositions ont été prises pour les villes de Tarrasa et Sabadell qui ont toujours souffert de l'insuffisance d'eau. Telle était l'aspiration de ces villes ouvrières que, depuis des années, il ne manquait jamais un candidat député pour promettre ce que la nouvelle organisation achève de réaliser.

LA C.N.T. DIRIGE L'ENTREPRISE

Le service public des eaux de Barcelone est désormais confié aux travailleurs de la C.N.T. et ceux-ci dans l'ordre social et industriel continueront à s'inspirer des directives révolutionnaires de la grande centrale syndicale.

Le « Syndicat Ouvrier des Eaux » a à sa tête un Comité de Contrôle élu par l'assemblée des ouvriers.

L'entreprise a traversé, ces temps derniers surtout de grosses difficultés en raison des très importantes sommes qui lui sont dues et qu'il est bien délicat de toucher étant donné les pénibles conditions de vie actuelle.

Elle continue néanmoins en se sacrifiant comme jamais ne le fit l'ancienne entreprise, pour le bien public ; elle améliore notamment la situation matérielle de ses travailleurs ; elle perfectionne les installations ; elle résiste tant bien que mal à la fabuleuse hausse des matières premières.

Nos camarades contribuent avec d'importantes sommes au soutien de Milices Antifascistes. Ils ont créé et maintiennent un groupe scolaire modèle pour les enfants de ceux qui travaillent dans l'entreprise et autres enfants réfugiés de guerre. L'entreprise suit une marche ascendante, améliorant proportionnellement sa situation qui, en définitive se consolide, la mettant à l'abri de tout risque.

Ceci d'autant plus que la Généralité de Catalogne a approuvé l'état de fait et reconnu sa légalité à l'entreprise, par décret, en novembre dernier.

CONCLUSIONS

L'on peut considérer que l'efficacité de la collectivité est double : d'une part elle garantit aux ouvriers le contrôle direct de la production, et d'autre part elle réserve un pourcentage des bénéfices à des initiatives collectives, remettant le reste aux travailleurs de l'entreprise.

Quelle plus belle démonstration de ce que peuvent les masses ouvrières organisées quand elles pratiquent l'action directe, guidées par l'idéal libertaire.

SOCIALISTES ET ANARCHISTES

Parlementarisme

On n'expliquera jamais suffisamment, à moins de se prendre au piège de la dialectique néo-hégélienne, comment, lorsqu'on est convaincu que l'économie a dirigé l'histoire et qu'il est nécessaire que cela soit, on peut prétendre diriger à son tour toute l'économie au moyen d'un parti politique et rester fidèle à la conception théorique fondamentale du socialisme ainsi fondé.

Il est vrai que, selon cette dialectique, le parti est lui-même l'avant-garde du prolétariat. L'Etat qu'il fonderait ou dirigerait serait, par cet enchaînement de faits, — ou des raisonnements, — prolétarien. Et puisqu'on le considère un instrument de domination de classe et d'administration sociale, on prétend l'utiliser pour faire la révolution.

La conquête du Parlement par lequel le marxisme réformiste espérait s'emparer de l'Etat, est donc entrée dans l'enchaînement logique de la méthode dialectique. Cette question, plus encore que l'interprétation de l'histoire, dont la complexité échappe à la grande masse partisane, a divisé les anarchistes et les socialistes dans leurs activités pré-révolutionnaires.

Soixante-huit ans d'expérience internationale démontrent qu'il avait raison. Nous ne pouvons pas empêcher les politiciens professionnels, bourgeois parlementaires ou parlementaires embourgeoisés, arrivistes, tous incrédules ou cyniques malgré les postures prises devant les masses, d'affirmer que le socialisme peut se réaliser par voie parlementaire. Mais ces gens ne nous intéressent que pour les combattre. C'est à ceux qui veulent vraiment lutter pour le triomphe du socialisme que je m'adresse.

Jetons un coup d'œil en arrière. Voyons les faits. Malgré l'oupposition anarchiste, Marx entraîne d'abord ses partisans allemands, puis d'autres socialistes sur la voie parlementaire. Les résultats sont immédiats. Bebel et ses amis théorisent déjà en 1872 sur l'Etat Populaire, et perdent de vue l'esprit révolutionnaire des déclarations antérieures selon lesquelles la conquête du pouvoir politique devait être un moyen d'expropriation de la bourgeoisie et du capitalisme.

En France, en Belgique, en Autriche, en Italie, en Espagne, partout, le parlementarisme socialiste s'impose. Non parce qu'il est plus logique mais parce qu'il est moins dan-

gereux, parce qu'il permet de vivre légalement en faisant figure de révolutionnaires. Si par un non-sens hypothétique les rôles avaient été renversés, si les anarchistes avaient défendu le parlementarisme et les marxistes l'action révolutionnaire antiparlamentaire, ce serait nous qui aurions constitué des partis formidables, et les partisans de Marx ne seraient encore qu'une infime minorité.

De 1869 à 1914, nous n'avons cessé de discuter. Les déviations se produisaient, surtout en Allemagne dont Marx avait salué avec joie la victoire militaire de 1871, parce que cela déplaçait la direction du socialisme, et que, « maintenant, ce sera le socialisme allemand qui triomphera en Europe ». Le socialisme de ce pays vota les crédits de guerre, bien avant 1914. En France, comme en Italie, comme à peu près partout, des chefs, des leaders s'assagissaient au Parlement. Le parti oubliait de plus en plus la lutte de classe, pour ne s'occuper que de l'action politique, — puisque que « la conquête du Pouvoir était le premier pas de l'émancipation du prolétariat ».

La guerre vint. Ce fut la trahison complète, collective de la deuxième Internationale (1). Puis, après la guerre, ce qui est beaucoup plus important, car on ne peut pas invoquer des raisons de défense immédiate et inévitable contre la barbarie tsariste en Allemagne ou le militarisme prussien en France, apparurent des possibilités révolutionnaires.

Le peuple allemand renversa la monarchie. Avec quelle joie, avec quel immense espoir avons-nous lu, un soir, le télégramme dans lequel le Soviet des ouvriers et des soldats de Berlin saluait le prolétariat universel ! Nous ignorions qu'en même temps Ebert, chef provisoire du gouvernement, téléphonait à l'état-major de l'armée du Kaiser

(1) On établit trop souvent un parallèle inexact entre l'attitude de l'anarchisme et celle de la deuxième Internationale. Si une douzaine de théoriciens adhèrent à la cause des alliés, non par patriotisme, mais pour des buts supérieurs, quoique mal poursuivis, la grande masse de l'anarchisme international s'oppose à leur attitude. On peut du reste y ajouter un certain nombre de théoriciens : Malatesta, Fabbri, Rocker, Faure, Lorenzo, Mella, Ramus, etc.

pour adopter les précautions destinées à assurer l'ordre.

La République se stabilisa. Les socialistes y étaient les maîtres absolus. Le moment était venu de réaliser leur programme, d'exproprier les capitalistes, d'asseoir la domination du prolétariat.

Que fit-on ? De petites réformes. Alors, de ? vant la bureaucratie étatiste qui freinait tout, d'autres marxistes, révolutionnaires se lancèrent au combat. La République des Soviets de Bavière, l'insurrection de Berlin et d'autres tentatives furent imployablement écrasées. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, assassinés. Les théoriciens et les apôtres étaient vaincus par les parlementaires et les bureaucrates.

Et l'Allemagne, paralysée par la social-démocratie, recula de plus en plus. Découragés, les électeurs évoluèrent vers le centre, puis, les années passant, finirent par chercher dans le fascisme une issue à leur situation douloureuse d'où seule la révolution sociale aurait pu les tirer.

En Italie, les précédents n'étaient pourtant pas les mêmes. Le socialisme parlementaire tarda davantage à s'imposer. Et ce fut André Costa, ancien anarchiste, qui le fonda.

Le socialisme italien était le plus révolutionnaire d'Europe. Son opposition aux guerres coloniales donna lieu à des insurrections mémorables. Peut-être dans ces moments aurait-il été possible d'aller plus loin. Les chefs n'y pensèrent pas. Ils s'évertuèrent au contraire, selon ce que nous expliquait Maria Rygiel, alors déléguée en France, à contenir les masses. Ils ne concevaient plus, n'admettaient pas la révolution populaire, l'expropriation des capitalistes par l'action directe du prolétariat. Ils ne la voulaient que par le Parlement.

La guerre vint. Contrairement à leurs camarades des autres pays, la plupart des socialistes s'opposèrent au massacre. Serrati fut emprisonné. Il restait, en Italie, un esprit internationaliste et une aptitude révolutionnaire.

Malgré cela, malgré le débordement enthousiaste du peuple qui donna au parti des élections triomphales, le parlementarisme empêcha de faire la révolution. Et quand, en 1919, nos camarades et les syndicalistes révolutionnaires italiens prirent les fabriques et les ateliers, le parti socialiste refusa de se lancer au combat et refusa la C.G.T., organisation syndicale majoritaire, malgré les affrontements de Malatesta, qui proposait le front unique révolutionnaire et annonçait, avec une clarté admirable, la victoire prochaine de la réaction dans le cas d'un échec prolétarien.

Et ce fut la contre-offensive réactionnaire,

les massacres de révolutionnaires par les bandes de Mussolini, avec la seule résistance des travailleurs de base, sans que les chefs aient eu le moindre soubresaut pour redresser la situation. Mussolini put s'imposer par l'action directe, avec des moyens excessivement faibles par rapport à ceux dont avaient compté les socialistes parlementaires.

Nous avons eu l'Autriche, la captive romantique de l'Europe centrale. L'Autriche affamée, ruinée, martyrisée par le Traité de Versailles. Les socialistes arrivèrent à être les plus forts. Comme en Allemagne où les Stinnes avaient pu triompher pendant que le peuple périsait d'inanition, pas un geste énergique conduisant à l'égalité économique ne se produisit, pas de réformes fondamentales. Implantation de méthodes pédagogiques estimables, construction d'habitations à bon marché... comme si, malgré son utilité, ces à-côtés avaient pu remédier à la situation dans ce qu'il était possible de remédier. La paralysie parlementaire finit par le triomphe de Dollfus.

1924. Mac Donald monte au pouvoir. Il n'est pas marxiste autant que les socialistes allemands, mais il leur donne raison quant à la tactique parlementaire.

Les travailleurs anglais exultent comme avant exulté, avant, les travailleurs italiens. Il ne faut pas s'attendre à une révolution terrible : le programme du Labour Party ne parle que de nationalisations. Mais ces nationalisations sont conçues différemment par le peuple et par ses leaders, les « ministres de la couronne ».

L'Inde est agitée par Gandhi. Mac Donald lance un avertissement qui permet d'entrevoir tout ce qu'il est possible d'attendre de lui et de ses amis : il ne tolérera pas que les nationalistes hindous profitent de l'établissement d'un ministère travailliste pour semer l'agitation. Et cela, parce que « le socialisme étant internationaliste, il ne peut tolérer de mouvements nationalistes ».

Les hommes capables d'employer de tels sophismes ne devaient pas avancer bien loin. Mais ils étaient terriblement préparés pour reculer. Et le ministre Mac Donald n'expropria rien, déguisa les masses, les fit piétiner dans le chômage, laissa la crise s'aggraver sans prendre les mesures radicales de transformation ; il céda devant la résistance capitaliste, et quand tout avait empiré, Mac Donald se rallia à un gouvernement national avec lequel est venue la domination des conservateurs.

L'Espagne. Laissons la période qui précède la République actuelle. Le socialisme n'avait pas beaucoup de force, quoique les parlementaires s'étaient refusés à faire le peu qui leur incombait lors des insurrections de 1917.

Mais la dictature de Primo de Rivera, dont le but était de barrer la route à la révolution populaire menaçante, arrive en 1923. Le parti socialiste déclare que seule la lutte de classes l'intéresse et collabore avec le dictateur. Pour la première fois, il y a des conseillers du roi socialistes. Largo Caballero est l'un d'eux. Les socialistes prennent part à l'assemblée nationale dans laquelle est élaboré le statut corporatif du nouveau régime. Mais la réaction populaire devient de plus en plus forte. Primo de Rivera et Alphonse XIII sont obligés de s'en aller.

La République est proclamée. Les socialistes ont, au Parlement, une énorme influence. Ils en profitent pour empêcher la révolution. Largo Caballero, ministre du Travail, est aussi implacable que Noske l'avait été en Allemagne. Des lois d'exception sont votées contre la C.N.T., des milliers de travailleurs sont emprisonnés, cent cinquante sont massacrés, la garde civile, instrument odieux de domination monarchiste, est renforcée, la garde d'assaut est créée, des révolutionnaires sont déportés, on construit en Afrique du Nord un bague spécial pour les anarchistes.

Dégoûtée, une partie des électeurs fait triompher Lerroux-Gil Robles. Pendant leur gouvernement, la réaction prépare ses batteries. Les gauches reviennent au pouvoir. Mais elles sont incapables de mesures énergiques quand il s'agit des droites. Républicains et socialistes laissent les fascistes organiser leur coup. Seuls les anarchistes préviennent l'opinion et préparent leurs armes. Sans eux, sans la résistance populaire immédiate, le fascisme aurait triomphé en vingt-quatre heures.

J'ai rappelé les plus grandes expériences. Il en est d'autres sur lesquelles je ne m'étendrai pas, depuis le renversement, au Chili, du gouvernement constitué par le colonel Grove, qui avait commencé une réalisation socialiste directe, au recul honteux de Blum et de ses amis.

J'ai dit au début de cet article, que je ne prétends pas convaincre ceux qui vivent, et qui vivent bien de toutes les trahisons, quoique ils aient souvent et stupidement fini par en mourir. Mais je demande aux socialistes qui n'ont pas cessé d'être révolutionnaires, si tant d'expériences ne sont pas suffisantes. Marx n'a pas eu besoin d'analyser les statistiques d'une si longue période pour en déduire la concentration du capital.

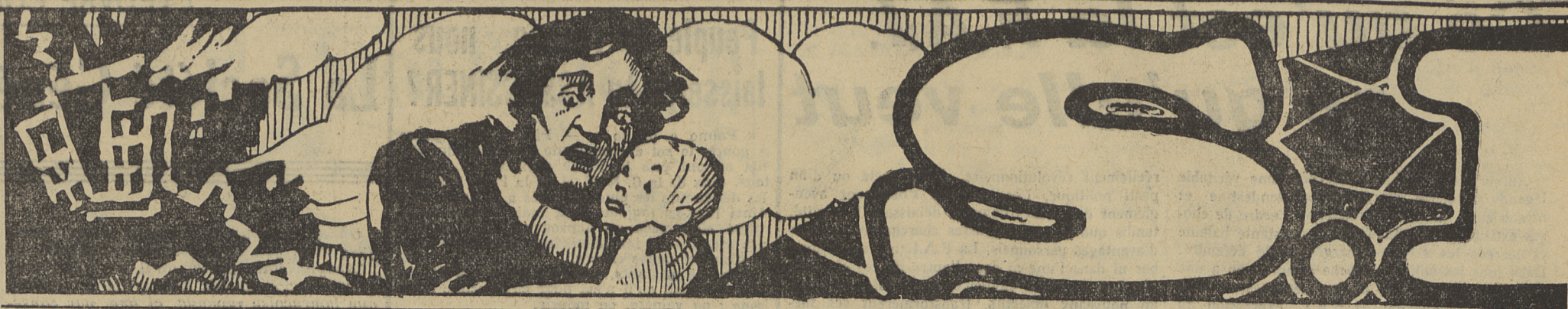
En leur for intérieur, je suis certain que beaucoup de ces socialistes ont perdu leur espoir dans le parlementarisme, qu'ils le considèrent une erreur et un danger. Sur ce point encore nous pouvons, eux et nous, être d'accord.

MAX STEPHEN.

Réponse à Sarraut

"Je ne te demande pas ton nom. Tu t'appelles mon hôte."

VICTOR-HUGO



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Colis individuels pour l'Espagne

Leur réglementation

En même temps que nous faisons porter en Espagne tous les dons que nous recevons, tout ce que nous réservons à la S. I. A. d'Espagne, tout ce qui était destiné à nos enfants de Liens, nous transportons gratuitement les colis individuels expédiés à l'adresse de camarades espagnols par leurs amis et parents résidant dans la région parisienne.

Nous voulons bien continuer à porter en Espagne ces colis, mais ils nous parviennent si nombreux que nous sommes obligés de « réglementer » leur envoi et de faire « payer » pour leur transport, sinon les mêmes familles seraient par nos soins favorisées au détriment de celles qui n'ont ni parents ni amis en France.

En effet, un colis de 5 à 10 kilos nous coûte, en frais de transport, plus de 15 francs. Depuis quelques mois, plus de 500 colis individuels sont déposés mensuellement à notre siège, 26, rue de Crussol. C'est donc une somme de 7.500 francs que nous dépensons par mois de la sorte. 7.500 francs que nous ne pouvons pas consacrer à des achats qui seraient destinés à des compagnons espagnols dépourvus ici d'amitiés particulières.

Dorénavant, nous nous efforcerons d'expédier régulièrement, deux fois par mois, les colis individuels à destination de l'Espagne ; mais, dorénavant, les expéditeurs desdits colis seront priés d'acquitter les frais de transport pour les raisons de solidarité indiquées plus haut.

Le secrétaire international de la S.I.A. est appelé à d'autres propagandes

Notre camarade Herrera qui se trouvait à la tête de notre organisation internationale S. I. A. depuis sa fondation, qui, plus que tout autre, avait contribué au développement de celle-ci dans le monde entier, quitte les fonctions qu'il occupait pour se consacrer à d'autres tâches.

Nous remercions Herrera, nous l'estimons beaucoup. C'est un militant compréhensif, un des plus intelligents que possède la F. A. I. Nous regretterons de n'avoir plus de contacts réguliers avec lui, mais nous lui promettons de faciliter la besogne de son successeur : la camarade Lucia Sanchez Saornil.

Barcelone, 5 mai 1938.

Au Conseil général de la S. I. A. française

Chers camarades,

L'enthousiasme apporté dans la création et l'ample développement de votre section fut tellement grand qu'il existe maintenant, entre vous et moi, des liens de fraternité nés d'une correspondance familière, plus que cordiale, qui m'oblige à vous faire directement mes adieux, en plus de la communication officielle qui vous sera envoyée prochainement par circulaire.

Mes nombreuses occupations en ce moment, me mettent dans l'impossibilité de continuer comme secrétaire du Conseil général de la S. I. A. internationale. J'aurais désiré rester, préférant ces activités aux autres que je suis obligé de développer, mais au moment où l'ennemi s'acharne contre nos forces, il faut aller où la nécessité vous appelle. Il ne faut pas choisir le travail préféré, mais se consacrer avec un entier enthousiasme à la fonction qu'indique l'organisation.

Cesser d'être secrétaire général de la S. I. A., ne veut pas dire que je ne penserai plus à notre jeune et chère internationale. Je resterai toujours à la disposition des camarades qui me solliciteront pour les aider et les faire profiter d'une année d'expérience et de relations amicales avec vous et les camarades des autres sections.

La charge sera occupée par Lucia Sanchez Saornil, femme intelligente, dynamique, grande idéaliste et, en outre, excellent écrivain révolutionnaire. Principale animatrice du mouvement espagnol de « Mujeres Libres », elle possède un esprit d'organisation vraiment admirable.

Chers camarades, je suis certain qu'elle pourra compter sur votre bienveillance et votre fraternel appui : ainsi sa gestion sera profitable à la S. I. A. et à la cause que nous défendons.

Par l'entremise du Conseil général de la S. I. A., vous pouvez toujours vous adresser à moi, chaque fois que cela sera nécessaire ; sachez certains que vous trouverez inconditionnellement à votre disposition et à celle de la cause antifasciste, le camarade P. Herrera.

"La France aux Français" !!!

La S.I.A. un peu partout

A SAINT-NAZAIRE

Malgré que l'appel de la S. I. A. n'ait pas été entendu comme nous l'espérions, ce fut pourtant devant une belle assistance que le camarade Huart prit la parole.

Après avoir mis en relief les menaces terribles qui pèsent sur le monde, il entreprit une étude approfondie du fascisme, de ses moyens d'action et de ses buts. Le nombre et l'organisation sont immenses à arrêter le fascisme dans sa marche, si l'action directe n'est pas employée ; la preuve en est qu'en Allemagne, malgré la puissance des organisations, le pire fascisme a pu s'installer, alors qu'en Espagne, et bien qu'il disposât de moyens énormes, il pût être vaincu.

Mais, du fait de la complicité des gouvernements européens, du fait surtout de notre honteuse inertie, le fascisme peut multiplier ses assauts, ses crimes, mettant ainsi en péril la liberté et la paix du monde.

Notre solidarité ne fut pas ce qu'elle devait être ; aux places de cent sous, déjà bien trop nombreuses — qui du s'ajouter une solidarité d'action qui est empêchée les gouvernements dit de « Front populaire » de nous jouer, pendant aussi longtemps, la sinistre farce de la non-intervention.

Seule, S.I.A. pourra, si les antifascistes comprennent, remonter la terrible courbe. A l'inverse des partis ou des sectes dont la solidarité est toujours conditionnée par des contingences de boutiques, S. I. A. apporte, en pleine liberté, avec la solidarité matérielle indispensable, la solidarité morale, la solidarité d'action dont l'Espagne a besoin.

Cet exposé obtint un succès considérable et souleva une enthousiasme soulevé ait son prolongement dans les faits. — Un assistant.

DANS LES ALPES-MARITIMES

Notre camarade Lucien Huart est retourné en France le 27, 28 et 29 avril 1938 conférences filmées dans les Alpes-Maritimes qui furent trois réunions de propagande qui servirent à amplifier l'influence des sections S.I.A. dans cette région.

A Villefranche-sur-Mer, la salle du Central-Cinéma était comble ; l'orateur a créé une atmosphère d'enthousiasme et un courant de sympathie pour la S. I. A.

A Nice, en raison de la situation de la ville, très éloignée du centre, nous n'avons pu réunir un grand nombre de spectateurs que la conférence extrêmement intéressante de Huart pouvait attirer. A Cannes, même résultat qu'à Nice, pour les mêmes raisons : salle trop éloignée du centre. Mais impossible d'avoir dans ces deux villes une salle de cinéma qui ne soit pas d'un prix prohibitif. Toutefois les collectes ont réuni une somme de 400 francs et les frais ont été largement couverts.

La S.I.A. a été par Huart victorieusement défendue contre les insinuations et affirmations calomnieuses qu'on a essayé de propager et c'est là le résultat que nous espérons.

A SAINT-HENRI

Une soirée artistique et littéraire a été organisée, samedi 30 avril, à Saint-Henri (vallée de la Sèvre), le concours du Cercle amical la Fraternidad. Nous avons eu un auditoire merveilleux.

C'est entre deux pièces que le camarade espagnol Auriol démontra, dans un magnifique exposé, les buts de la S.I.A. Ensuite, le copain Cousinier, de la section locale, donna un aperçu de l'action engagée par la S.I.A. pour le développement de la solidarité en faveur des antifascistes espagnols.

Les bénéfices de cette soirée seront envoyés au siège central de la S.I.A. pour l'aide à l'Espagne. — Un auditeur.

A NANTES ET A COUREN

Le 4 courant est passé à Nantes et à Couren un camion de la S.I.A. qui revenait d'Espagne. Nous avions prévu son arrivée à la S.I.A. de nombreux camarades qui s'étaient déplacés dans l'espoir de voir Odon et ses compagnons ont été attristés d'apprendre que ceux-ci avaient passé à 15 heures. Mais il y a des nécessités contre lesquelles on ne peut rien.

A propos de ce convoi il convient de signaler le bel effort de solidarité des antifascistes de notre petite localité de Couren. En trois jours nous avons collecté 1.300 francs avec le concours de la section socialiste et du syndicat des métaux ; celui-ci a alloué en plus 500 fr. Des vivres ont été déposés dans de nombreux dépôts et ils furent empliés dans le camion.

Il est dommage que le convoi n'ait pu être signalé aux sections S.I.A. de la même région, le profit aurait été plus considérable. Ce sera pour une autre fois. — Le Guern.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

XX^e ARR. — La fête et le bal annoncés n'auront pas lieu. Les camarades qui ont été convoqués à l'assemblée générale se tiendront le vendredi 20 mai, à 21 heures, chez Durand, 31, rue des Américains. Formation du nouveau bureau et mesures à envisager pour la propagande en faveur de la S. I. A. dans l'arrondissement.

ERMONT. Soirée artistique samedi 11 mai à 20 h. 30, salle du cinéma, allocation par un délégué de la S. I. A.

PRE SAINT-GERVAIS. — Conférence filmée le jeudi 19 mai, à 20 h. 30, 3, place de la Mairie, au « Succès-Cinéma ». Entrée 4 fr. — chômeurs : 2 francs.

STAINS. — Grande fête avec bal au profit des camarades espagnols, samedi 21 mai à 20 h. 30, salle du « Va-et-Vient », boulevard Maxime-Gorki.

L'un des premiers décrets-lois du gouvernement Daladier n'aura, hélas ! surpris personne. On l'attendait.

Ce qu'il signifie contre l'humanité était — si je puis ainsi parler — dû à la xénophobie, chaque jour un peu plus violente, de nos patriotes professionnels et de leurs journaux.

Or, ceux-là sont d'autant plus fanatiques à saluer actuellement M. Daladier pour leur sauveur, qu'ils étaient, voilà quatre ans, plus enragés à lui donner du « fusilleur » et de « l'assassin ». Et les voici d'autant plus dévoués à lui faciliter l'exercice du pouvoir qu'ils furent résolu, longtemps, à lui en interdire l'accès.

A l'excès des louanges qui le fêtent, M. Daladier peut mesurer l'étendue des capitulations qu'il consent à ceux qui seront demain, comme naguère, ses pires ennemis. On voudrait, pour sa renommée, que, moins capable d'oubli, il fût ainsi moins médisant à se contenter.

Si c'est là ce que l'on appelle gouverner, et si c'est là briller, mieux vaudrait toujours l'obscurité où, si éprouvé que l'on soit, on porte, haute et claire, une conscience qui ne se résigne point.

Le décret loi auquel je m'attaque ici est celui qui frappe bien des étrangers, et, singulièrement, ceux qui, chassés par des haines absurdes, par l'arbitraire et la persécution, de leur pays natal, d'où, bien souvent, ils ont emporté avec eux ce qu'il avait de dignité humaine, se berçaient des illusions émises dans cette belle formule : « Tout homme libre a deux patries : la sienne et la France ».

Ce fut l'honneur de notre pays de la mériter souvent. Ses gouvernants le déshonorent, qui obligent aujourd'hui à désespérer de la France ceux qui l'avaient choisie, pleins de confiance amicale comme de noble candeur.

Nos maîtres agissent comme s'ils avaient soudain découvert que, parmi beaucoup d'étrangers, oh, semble-t-il, les malheureux sont les plus nombreux, parmi tant d'étrangers venus en France sur la foi d'une renommée aimable, certains ne s'ingénient qu'à méfiance et à nous nuire.

Vous qui me lisez, vous dites alors, pensant aux agitateurs qui jouent contre le franc, aux capitaines ou maréchaux d'industrie qui, souverainement, y tiennent leur état, à ce Julien March, par exemple, qui fit, à Paris, du Grand Hôtel, le siège de son état-major : celui où, chaque jour, était ordi, organisé, l'immense assassinat de l'Espagne républicaine, à ceux de ses lieutenants établis dans des villas des alentours de Biarritz, vous vous dites : « Enfin, on nous débarrasse, on nous lave de cette pourriture de millionnaires, puissants à corrompre tout ce qu'ils touchent ! »

Enfants !... Ceux-là, dont l'expulsion vous semblerait opportune, auraient bien tort de s'en faire.

Sur le mol oreiller que leur font leurs dollars, ou leurs livres sterling, ils peuvent dormir, non seulement tranquilles, mais protégés.

Il est ordinaire, chez nous comme dans les Etats dits « totalitaires », que les étrangers réfugiés sur notre sol, n'y soient inquiétés, traqués, refoulés, que s'ils ne peuvent pas exciper de titres de richesse.

Les coups de la justice, de celle, du moins, qu'on légalise, c'est bon pour ceux qui sont pauvres, dépourvus, misérables.

L'expulsion, ainsi qu'il est officiellement dit, — par euphémisme, sans doute ? — commence aux proscriptions politiques, à ceux qui souffrent, ainsi que l'on dit dans nos chants révolutionnaires, pour la liberté, la justice et la paix.

Et c'est à eux qu'elle finit.

Un rien d'imagination vous fera comprendre comment déjà les choses se passent, et découvrir le sort promis, dans la France du Front populaire, à ceux qui chérissaient en elle « la terre de la liberté ».

Imaginez... Imaginez ce qui n'est, hélas ! qu'une réalité trop nombreuse. Voici :

Un homme passe une des frontières françaises. C'est un étranger. Il a dû s'expatrier, parce que, né libre, et volontaire de sa liberté, il se refusait à subir le joug sous lequel tant de ses compatriotes se pâment, convulsifs et, idolâtres, délirent aujourd'hui. Il lui a fallu laisser dans la ville qu'il a quittée le peu qu'il avait de biens, si toutefois il en avait, et peut-être aussi une femme, des enfants.

Des papiers d'identité ? Il aurait bien ceux qui lui eussent suffi autrefois. Mais que valent-ils désormais ; le régime de son pays étant aujourd'hui tout autre ? Inutile de vous dire que ceux qui le persécutaient ne lui ont pas délivré le certificat qui, chez nous, l'edt peut-être tout de suite habilité.

Voilà seulement quelques jours, si l'on ne fermait pas les yeux sur son cas, du moins était-il fréquent qu'on le laissât tenter sa chance, et d'abord, pénétrer sur cette terre rêvée, libre et accueillante.

Aujourd'hui, il lui est enjoint, s'il ne veut pas encourir une pénalité rigoureuse, de se signaler aux autorités qui veillent sur la frontière.

Vous pensez bien que le résultat ne se fait pas attendre : à peine s'est-il signalé, on le refoule.

Victimes de...

Quel est l'auteur, le copain de talent, qui un jour vous décria la navrante existence des proscriptions « étrangers » réfugiés en France et en butte à toutes les misères, morales, physiques, matérielles, encaissant toutes les vexations policières et subissant la dureté de lois d'exception ?

Nous avons récemment reçu deux lettres concernant deux cas d'expulsion. Elles sont symptomatiques toutes les deux et valent, par ce qu'elles contiennent, d'être lues attentivement par nos militants. Si, après en avoir pris connaissance, vous n'êtes point profondément émus, camarades, c'est que vous serez constitués d'une façon toute spéciale ou que vous aurez vous-mêmes terriblement souffert.

Douai, le 3-5-38.

Mon cher Lecoin, J'ai été condamné, comme tu le sais, à 6 mois de prison pour infraction à un arrêté d'expulsion et dissimulation d'identité.

J'ai interjeté appel, mais je ne passerai que le 5 mai devant la Cour d'Appel.

J'ai eu connaissance par Drugmanne de ta réponse à ma première lettre et ce que je te demande aujourd'hui, toi seul, peut me le faire avoir.

On vient de me notifier à l'instant même que j'aurai 48 heures à ma libération pour quitter le territoire français. Expulsé de France, de Belgique et d'Espagne, refoulé de Suisse et du Luxembourg, je ne sais plus où mettre les pieds. Tu ne me connais que vaguement, mais plusieurs camarades pourront te parler de moi, tels que : Frémont, Ridet, Carpentier, Schack ; bref, tous les copains de l'U. A. et de la C. G. T. S. R.

Surtout ne te méprends pas sur le sens de ces lignes. Voici en quelques mots ma situation :

C'est la chasse qui commence...

Et c'est le réfugié politique qui est le gibier.

Les chasseurs sont sur les dents et leurs victimes sont déjà nombreuses.

Le décret-loi est non seulement appliqué dans toute sa rigueur, mais même dépassé, aggravé encore.

Pourquoi se généralisent-ils, puisque personne ne bouge, et que les malheureux proscriptions semblent être abandonnés par tout le monde à leur triste sort.

S. I. A. fait ce qu'elle peut. Nous sommes sûrs qu'elle pourra beaucoup un jour proche. Mais le démarrage est laborieux, trop de gens à nos

appels faisant la sourde oreille.

Mais on nous entendra, on nous écouterait et il faudra bien que l'on nous donne raison. Ce décret-loi sera abrogé, car nous n'aurons de cesse qu'il le soit.

Nous accomplissons, en ce moment, de nombreuses démarches ; nous préparons également une propagande d'ensemble dont vous verrez qu'elle portera ses fruits.

Ca peut paraître lent aux amis qui appréhendent l'affreuse étreinte policière. Nous comprenons leurs alarmes et nous allons du plus vite que nous pouvons.

S. I. A.

Arrivé à Paris en 1931, à 13 ans, j'ai commencé à militer ; puis, plus tard, ayant absorbé le poison Nietzsche, j'ai commis à 17 ans une attaque à main armée qui m'a valu deux ans de prison ; ce qui, avec ce que j'ai fait de détention en Espagne à la suite de l'insurrection de décembre 1933, totalisent 38 mois de prison.

A ma libération, après avoir vainement tenté d'aller en Belgique et en Suisse, je suis revenu dans le Nord de la France, sous le nom de Colin. Tu sais le reste. De la prison, j'en ai assez ; je ne te ferai pas ici une description de mon état moral, mais tu te doutes de ce qu'il est.

Pour en venir au sujet de cette lettre, il m'est impossible de quitter la France en 48 heures. Il m'est impossible d'obtenir un passeport, de rassembler un peu d'argent, en un si court laps de temps. Et quel que soit le côté où je me tourne, je vois que je serai de nouveau arrêté pour le même motif : l'expulsion.

On le rejette au pays inclement où l'attendent toutes les humiliations, la persécution qu'il a fuies...

Que va devenir ce suspect ? On ne l'imagine que trop exactement. Il arrive parfois qu'un suicide tranché une destinée où le malheur exagérât.

Bravo, nos maîtres ! Vous l'avez tué.

Je pense ici au noble, au vaillant et doux Bernari, dont le sort fut chez nous un martyre jusqu'au jour où, parti pour défendre l'Espagne républicaine, il y fut assassiné.

J'ai eu l'honneur d'être appelé à témoigner pour lui, voilà huit ans, devant le tribunal de Briey, où je l'entendis raconter ses épreuves, sa douloureuse et tragique aventure, honorable pour lui seul.

Il fut d'ailleurs acquitté.

Comme je m'en montrais surpris, il me fut dit, à Briey, que le président qui l'avait jugé était un fort brave homme, et que, prenant le lendemain sa retraite, il venait de rendre son dernier arrêt.

Et, maintenant, un peu d'imagination encore, voulez-vous ?

L'étranger que je vous cite en exemple a pu franchir la frontière sans s'être signalé... c'est-à-dire sans avoir été aussitôt refoulé.

Il a pu parvenir jusqu'à Paris. Un camarade lui a donné une adresse — la mienne, par exemple — et lui a dit : « Va voir un tel... Il pourra te conseiller, t'aider peut-être ? »

L'étranger se présente chez moi. Il me dit : « Aucun hôtel, depuis les récents décrets-lois, n'est pour moi un asile sûr. Aucun même ne me recevrait. Où puis-je aller ? Il y aurait bien ?... »

J'ai compris ce qu'il n'ose pas me dire, et qui est ce que l'homme, en l'occurrence, doit à l'homme.

Je lui réponds : « Vous êtes ici chez vous ».

Et, pour un peu, j'aurais romancièrement, tel Ruy Gomez parlant à Hernani : « Je ne te demande pas ton nom. Tu t'appelles mon hôte ».

Bravo ! l'importe votre assentiment, car vous êtes de cœur tendre. Et vous en feriez tout autant à ma place ?

Gardez-vous en bien, si vous tenez à ne pas changer incontinent, et contre votre gré, de domicile.

Depuis les derniers décrets-lois, vous êtes justiciables des tribunaux correctionnels, et promis à une peine rigoureuse, si la police découvre que vous avez donné subrepticement l'hospitalité à un proscri politique, dont on écrira, peut-être, un jour, qu'il fut « un moment de la conscience humaine »...

Mais imaginez que je donne l'hospitalité à un Julien March quelconque, à quelque banquier pillard des peuples, lequel, lorsqu'il tue, n'opère pas lui-même. Je ne cours, en ce cas, aucun risque fâcheux. L'agrément de la police m'est assuré. Le pire qui me menace, c'est d'être loué, ou, même envié, d'abriter sous mon toit un tel gailon !

Jusqu'au jour où M. Daladier a sauvé la France qu'il avait, paraît-il, perdue le 6 février 1934, l'interdiction faite à tout Français de donner asile à un « indésirable » était bornée aux faux monnayeurs et aux assassins.

Le progrès social n'est pas un vain mot, décidément. Me voici déclaré coupable, et passible des tribunaux, si je donne aujourd'hui, sans en avoir prévenu la police, asile à un proscri politique, assimilé désormais, par notre nation, par cette « avant-garde de la Civilisation » qui déclara au monde les Droits de l'Homme et du Citoyen, assimilé, dis-je, à un faux monnayeur, voire à un assassin.

Je devrais, sous peine de sanctions judiciaires, livrer l'écrivain Berneri s'il me faisait aujourd'hui l'honneur de se confier à moi jusqu'à partager mon logis.

Telle est, pourtant, en 1938, la position des citoyens dans ce que M. Daladier appelle naguère « la dernière tranchée de la liberté »...

Vous vous résignez ? Non, n'est-ce pas ?... Et je sais qu'ils sont des milliers et des milliers ceux qui n'acceptent pas d'infirmer à la France laborieuse et profonde, qui n'en peut mais, la triste renommée que ses figurants-maîtres lui voudraient attacher.

Si M. Daladier, ceux de sa suite, de son obédience, de sa presse et de sa louange composent beaucoup de la France, nous sommes beaucoup de cette France, nous aussi... D'une autre France, si vous aimez mieux...

Sans faire profession ni, surtout, métier de patriotisme, nous croyons dur comme fer, et nous publierons que cette France, qui fut universellement aimable, sinon toujours aimée, est la plus et, même, la seule vraie, puisque aussi bien elle est la moins méfiante, la plus humaine, la plus cordiale, la plus fraternelle.

Cette France-là saura et va se prononcer contre celle des officiels aussi longtemps que la représentation parlementaire n'aura pas obligé le gouvernement à rapporter un décret-loi qui est une défaite pour l'esprit républicain et, même, une façon d'hommage aux dictatures.

Georges PIOCH.

...l'expulsion

Je suis associal, comme je suis athée et de la même façon.

Je compte sur toi.

CEFALLO

Toulon, le 4 mai 1938.

Camarade Lecoin,

Je viens te demander s'il ne serait pas possible de faciliter le départ du camarade Boccardi, qui vient de se voir notifier un arrêté d'expulsion définitif.

Déjà en 1925 le « Libérateur » et l'U. A. avaient mené une campagne en faveur de Boccardi qui avait été condamné à 30 années de détention en Italie, pour activité et attentat antifascistes.

Tous les ans depuis 1925 on lui accordait un sursis. Ce qui est quel que peu extraordinaire c'est qu'il a eu Léon Blum comme défenseur du temps de Tardieu, Laval, Doumergue, et que c'est sous le dernier ministère de Léon Blum que l'arrêt d'expulsion a été pris par le ministre Dormoy, Renaudel, Lafont et plusieurs autres députés avaient dans le passé répondu de son honnêteté et certifié qu'il ne faisait rien contre le pays qu'il hospitalisait ; actuellement encore tous les élus S. F. I. O. de la région ont signé une pétition pour lui, ainsi que la section de la ligue des Droits de l'Homme.

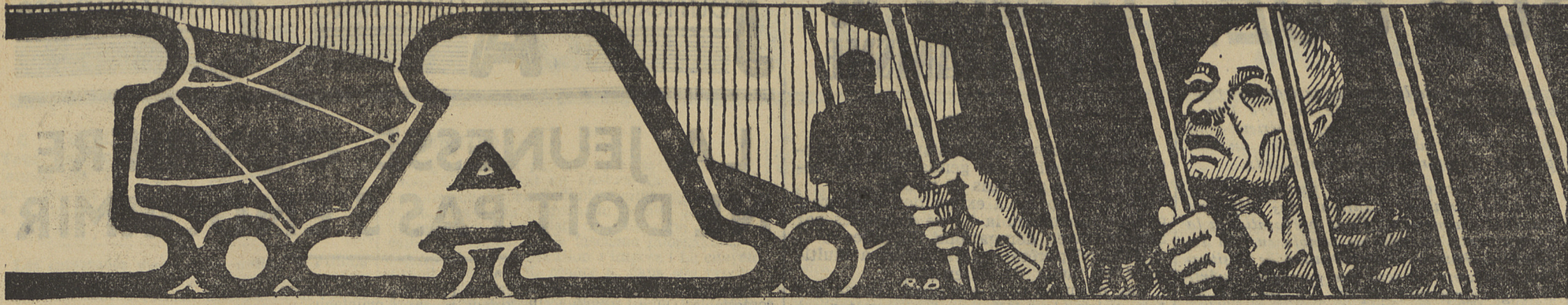
Mais aucun espoir n'est permis, paraît-il, après le délai de 15 jours qui lui a été accordé.

Ce camarade est décidé à partir pour le Mexique. Est-ce que la S. I. A. peut s'occuper de lui faciliter son départ, à la quatre enfants. Vite, une prompt décision et une réponse de la S. I. A.

Bien fraternellement.

JANIER.

Inutile d'ajouter que nous nous efforçons de faire donner satisfaction à Cefallo et à Boccardi. C'est-à-dire que nous mettons tout en œuvre afin qu'ils soient autorisés à séjourner en France.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Carta de un comunista

Cotapaneiro Director de « Le Libertaire ».

Te escribo estas líneas para decir cuanto me desagrada los hechos que se señalan en el periódico que diriges, y que he constatado yo mismo en distintas ocasiones.

Yo soy comunista. Es decir, estoy en desacuerdo con vosotros sobre ciertas cuestiones, como por ejemplo sobre la dictadura del proletariado, que creo necesaria, y vosotros no.

Pero, en la lucha contra el fascismo, yo considero que las diferencias deben relegarse a segundo plano, y que, ante todo, debemos preocuparnos de derrotar al enemigo común, que es el fascismo.

Por esto, cuando veo que se arrancan los carteles de la S. I. A. que llaman en auxilio de la España antifascista, yo me rebelo, y protesto. Vosotros no arrancáis nuestros carteles, ni combatís nuestra labor de solidaridad. Hay campo para todos. Cada uno puede desarrollar su actividad para reunir alimentos, dinero, medicinas, etc., que todo lo que se haga será poco. Cada uno puede hacerlo, digo, sin molestar a los otros.

No debemos molestarnos. Hay lugar para todos en el frente antifascista. Los combatientes de veras no miran si los que están a su lado son esto o lo otro, cuando hay un adversario que los quiera aplastar a todos. Ayudan al que más lo necesita, y es todo.

Es así como yo entiendo la solidaridad entre los que procuramos que Franco no triunfe, y quisiera que los compañeros comunistas míos la entendieran igual. Los jesuitas han dicho siempre « Divide y reinarás ». Esto quiere decir que la división debilita, y favorece al enemigo. Ya es bastante que las cuestiones de ideas no mantengan separados. No hay que añadir otras cosas, que nos perjudican a todos.

Así pues, yo estoy disconforme con que se arrancan los carteles de la S. I. A. Lo mismo que lo estaría si se arrancaran los nuestros. Hay un proverbio que dice « No desees a los otros lo que nos quieres para ti ». A nosotros no nos gustaría que se sabotase nuestra labor, porque nos cuesta dinero, y trabajo, y noches perdidas, y persecuciones en muchos casos. Pues debemos pensar que lo mismo ocurre con los otros.

Seamos justos, respetémoslos todos por igual. No olvidemos que el principal enemigo está enfrente, y dirijámonos todos a él nuestros golpes.

Suyo y de la causa antifascista.

Serafin Pelaez.

Al proletariado del universo

Nuestros hermanos, los héroicos combatientes de la Iberia leal, los inagotables defensores de la independencia y de la libertad mundial, se dirigen a todas las conciencias que sienten el antifascismo, que sienten los grandes deseos de convertir en cenizas al fascismo internacional y de ver realizar los justos anhelos de una nueva vida social.

Ellos solicitan de todos los proletarios los sacrificios morales y materiales que exige en la actualidad la guerra contra el fascismo.

Porque es con la aportación de esos sacrificios que puede robustecerse la muralla humana que está afrontando en estos momentos los ímpetus salvajes y los crímenes a los que el fascismo internacional se está entregando en España.

Esta solidaridad es un deber de todo el proletariado mundial, porque es sólo con estos procedimientos que podremos ganar la guerra que tan heroicamente soportan los valientes que luchan en todos los frentes por la libertad y por la justicia.

¡Proletarios, antifascistas todos! Unámonos, hagamos un solo bloque humano, porque gracias a esta unión los resultados materiales y morales en favor de los héroes de España serán formidables.

¡Proletarios y antifascistas todos! Si nos queréis sucumbir bajo el yugo del fascismo, es preciso unírnos, constituir un solo bloque. Los luchadores de la libertad os lo piden. Lo necesitan para ganar la guerra y aplastar al fascismo internacional al cual se oponen con tanto valor.

¡Viva la Solidaridad Internacional Antifascista!

¡Viva la libertad!

O.C.A.P.

(Alger, abril de 1938.)

Reacción antifascista internacional

Se está produciendo un fenómeno interesante en lo que se refiere a la lucha que en España tiene lugar. Naciones y proletariatos que parecían, por la afinidad política, social, y por la identidad de intereses, tener que ayudarnos, abandonan completamente a los que son sus hermanos de ideas, de esperanzas, y hasta cierto punto, sus discípulos. Y otras, que por psicología, diferencia racial y de intereses, parecían destinadas a ver con indiferencia, sino con hostilidad, lo que en nuestro suelo ocurre, van tomando un interés cada vez más creciente.

Francia era la nación que más debía habernos ayudado. Cuando estalló el movimiento fascista, este país salió de una oleada extraordinaria de huelgas, las de junio, que parecían anunciar un despertar revolucionario formidable del proletariado. Además, se había constituido un gobierno de frente popular, cuyo parecido con el nuestro era tan grande que ambos habrían podido pasar por hermanos gemelos.

Era natural que al producirse el movimiento, nosotros creyéramos que la ayuda inmediata a un gobierno legal, como el de Francia, democrático, como el de Francia, antifascista, como el de Francia, que, en el plano de la política social e internacional, coincidía en un todo con el de Francia, se produciría sin siquiera tener necesidad de pedirlo.

No se produjo. Y no solamente no se produjo, pero fué del presidente de este gobierno, del líder del socialismo que partió la iniciativa de la « no intervención » que ha contribuido poderosamente a aislar moralmente a la España antifascista, y a privarla de medios de resistencia.

Cuanto más tiempo transcurre, más efectiva es esta estrangulación de un país que lucha por principios idénticos a los proclamados por sus estranguladores.

Sé bien que, rigurosamente analizada, esta actitud tiene, en el terreno de la lucha de clases, una explicación lógica. Pero habría que reconocer, si no proclamar, que la actitud de los líderes de los partidos, de los sectores proletarios, o llamados tales, está, con la lucha actual española, sometida a una prueba de fuego. Habría que reconocer que lo que ocurre ahora es la piedra de toque en la cual podemos apreciar el valor del espíritu de acción, de la voluntad progresiva de estos hombres.

En cambio, en Inglaterra, está ocurriendo un fenómeno distinto. Las trade-unions inglesas, a pesar de su trayectoria reformista, se están — más vale tarde que nunca — preocupando seriamente de la cuestión española. Es cada vez más intensa la emoción que se apodera del pueblo inglés, el cual comprende, por fin, que son los principios mismos de la libertad los que están en peligro.

¿Qué libertad? Toda. La de los mares, por ejemplo. El pueblo inglés considera como un dogma intangible la libertad de los mares. Y lo considera así porque, a través de la historia ella ha sido la condición de su existencia. Ahora, ve que Mussolini y sus fuerzas se instalan en el Mediterráneo para cerrar el paso del Oriente. Ve que Hitler se instala en el Marrocos español, y que Ceuta neutraliza Gibraltar. De modo que el paso de los barcos ingleses, que parecía antes asegurado, gracias a los cañones del centinela de roca, no lo está ya. Los disparos de los artilleros alemanes instalados en la costa norte-africana hundirán rápidamente los magníficos cruceros y acorazados ingleses.

Pero el peligro viene también de otro lado. Gibraltar puede ser atacado y tomado por los mismos españoles. Una acometida por tierra echaría pronto, en caso de guerra, a los ingleses al mar. Desde La Línea, nada impide el paso de un ejército, a no ser la resistencia que podría ofrecerse. Pero los pocos miles de combatientes ingleses que harían frente a las tropas invasoras no podrían aguantar más que unas horas de ataque.

Esto es una razón. Pero hay otra. Quiérase o no, el liberalismo y la democracia no son palabras vanas para los ingleses. Los que han vivido en ese país, aun en calidad de extranjeristas, lo saben. No es casual que el liberalismo económico, encabezado por Adam Smith, haya sido formulado allí, y elevado a la altura de un principio político. No es casual que, a pesar de ser una nación de presa lo mismo que las otras, Inglaterra sea la que más rápidamente vaya concediendo la independencia a los territorios que ha conquistado. No es casual que, antes de la guerra, los grandes revolu-

cionarios entre los cuales recordamos a Kropotkin, a Malatesta, y otros incluso de España, hayan encontrado en Britania un refugio seguro.

No. Inglaterra evoluciona lentamente, como corresponde a la psicología de la raza anglo-sajona, pero cuando su pueblo ha adherido a una idea, a un principio, lo hace con más conciencia que otros muchos.

Y este espíritu liberal acaba por reaccionar ante la obra de los Estados totalitarios. El martirologio de España impone, poco a poco, el respeto primero, la piedad después, por fin la solidaridad. Y la política oficial, la influencia de los banqueros no pueden contrarrestar el desarrollo de este sentimiento.

Lo mismo ocurre en los Estados Unidos. Esta nación vivía aislada de las cuestiones europeas. Estaba demasiado desalentada por los resultados de la guerra pasada, por la política internacional estúpida y criminal hecha por los vencedores — la cual es en gran parte responsable del fascismo alemán — para intervenir de nuevo con rapidez en los hechos de este continente. Además, la crisis económica la preocupa ya tanto!

Y sin embargo, se está planteando seriamente la cuestión de ayudarnos. La han planteado ante organizaciones obreras, partidos políticos, intelectuales de renombre, sabios que conquistaron los lauros del Premio Nobel. Poco a poco, el martirologio de España gana también la conciencia del pueblo norteamericano.

Debe ganarla para que el senador Nye, y el presidente Roosevelt vayan admitiendo en principio que llega el momento de ayudar a España. Sabe-

mos que, como demócrata, Roosevelt es, al revés de los demócratas de por acá, y de los de nuestro país, un hombre de carácter. Pero, incluso si quería ayudarnos, no podía hacerlo, no podía siquiera plantear la cuestión, pues habría tenido la repulsa de los que explotan con bastante resultado la política de aislamiento que tanto predicamento tiene en gran parte de las masas norteamericanas.

Se comprende inteligentemente allí que el fascismo es un problema mundial, que las victorias continuas de las naciones y de los regímenes fascistas darán por resultado, dentro de unos cuantos años, un ataque a la economía, a la independencia, a los principios de la libertad y de la civilización. Se comprende que los que en España derraman su sangre la derraman por la causa de todos, y que es conveniente impedir su derrota, a fin de evitar nuevas guerras en el futuro.

La causa nuestra gana terreno. No quiero, con esto, hacer gala de un optimismo exagerado. Es de temer, incluso, que no lo gane a tiempo. Pero lo importante es que, aun cuando nuestra situación haya ido empeorando, nuevas simpatías vienen hacia nosotros. Y vienen de pueblos que tienen fama de interesados, de no dar un paso sin esas seguras de la ganancia. De nuevo digo que no por esto la ganancia es segura. Pero moralmente, sí, lo es.

Y puede serlo materialmente, al paso que vamos, gracias a nuevas ayudas, gracias a concursos un poco inesperados que nos hacen ver la irradiación espiritual de nuestra lucha, la grandeza de nuestra causa.

D^r Pablo Tenaz.

RUEGO

Nosotros, los milicianos, os pedimos, camaradas, El pan sin el cual flaquean y las piernas, y los brazos, Para poder mantenernos firmes en las avanzadas, Y defender, victoriosos, derechos amenazados.

La voluntad enardecida, peleamos por las tierras Catalanas, extremeñas, de Castilla y Levante, De Andalucía marítima acampamos en las sierras, Siempre con la esperanza de proseguir adelante.

Heraldos de la libertad, cumplimos la noble misión, La noble misión sagrada de morir por el mundo Que creyendo en la vida, acaricia la ilusión De no sufrir del fascismo el predominio inundo.

La dulce carne rosada de los niños inocentes, El bello cuerpo florido de las muchachas amadas, La vida de los ancianos temblorosos, balbucientes, Son a diario causantes de hazañas ignoradas,

Por ellos y por la vida, por el invencible afán De sepultar la miseria y aniquilar el dolor, Centenares de millares de caídos « no reposan » Tras haberse sumergido en los abismos del horror :

Han sido despedazados por las balas explosivas, Por obuses infernales, tanques, bombas y granadas Que lanzaron al aire manos crispadas y vivas, Y entrañas palpitantes, y cabezas animadas.

Y fueron brazos y piernas esparcidos a distancia, Colgando de los árboles se quedaron las entrañas. Por los duros, penaflores sin flores y sin fragancia, Cabezas de apóstoles son pasto de las arañas...

Bajo el cielo lluvioso de la región cantábrica, Sobre el árido suelo del indomito Aragón, En el horizonte añil de Castilla Heróica, De Cáceres a Lérida, de Málaga a Castellón,

Veteranos y bisoños, adolescentes y viejos Continúan el combate ha dos años emprendido, Sin íntima esperanza de contemplar los festejos Celebrando el triunfo a tal precio conseguido.

Pues todos los combatientes, sabemos, serenamente, Que la muerte implacable ansía el sacrificio De cuantos en esta guerra se batan, y, firmemente, Clavarán en su corazón su garra de maldicón

Y nos damos como se dió, para redimir el mundo, Según dice la leyenda, un elegido divino. Nos damos para salvarnos de un fascismo inundo, Y señalar a los pueblos oprimidos el camino.

Y aceptamos la muerte, y lo aceptamos todo : Los diluvios de metralla, las espaldas destrozadas, Ser enterrados en vida, agonizar en el lodo, Para cortar el avance de las fieras desmandadas.

Por los dolientes ancianos y las mujeres amadas, Por los niños juguetones y sus candidos abrazos, Por la libertad humana, os pedimos, camaradas, Pan sin el cual flaquean

nuestras piernas, nuestros brazos. X...

Notas desde España

LA LUCHA CONTRA EL PESIMISMO

Se ha puesto a la orden del día la lucha contra el pesimismo. La prensa toda, cualquiera que sean sus tendencias, publica artículos, llamamientos, declaraciones, sueltos, proclamações, en los cuales se reacciona contra este estado de espíritu, peligroso para la victoria.

« Guerra a muerte al pesimismo! » « Castigos ejemplares a los propaladores de noticias pesimistas. » « Los propaladores de bulos deben sentir sobre sí el máximo rigor. » « Todo pesimista es un derrotista. » « Leemos casi a diario, lemas de esta clase inventados por la imaginación fecunda de los periodistas y de los portavoces de la opinión antifascista. »

No me parece mal que se reaccione contra el desmoronamiento moral, contra la flaqueza de ánimo, pues con ellos, por muchas armas que se tenga, nada puede esperarse. La historia está llena de casos en los cuales el valor moral ha podido más que la técnica militar. Nuestro 19 de julio lo prueba. Lo prueba la lucha emprendida contra Napoleón, en la cual la fiera voluntad de un pueblo se impuso contra un ejército formidable y los mejores generales de la época.

Lucha contra el pesimismo, sí. Pero yo no soy de los que creen mucho en la eficacia de las palabras, sino en la de los hechos.

No vaya el lector a suponer que pretendo con esto que se fusile a todo el que tenga sus dudas sobre el resultado final de la contienda. Pretendo otra cosa. Pretendo que se luche contra lo que engendra, en muchas personas, el pesimismo.

Un pueblo es optimista cuando ve victorias. Deja de serlo si ve derrotas. Y sino un pueblo entero, una parte más o menos importante de él. Lo mismo ocurre, fatalmente, con los individuos.

Hay ahora una situación distinta de la que vivíamos hace un año. Es indiscutible que el enemigo está en Lérida, que ha llegado al Mediterráneo. Pretender que, ante estos resultados, el espíritu sea el mismo que el de los madrileños que no han permitido al invasor penetrar en Madrid, es un poco cándido.

Hay, lo repito, que evitar los hechos que engendran el pesimismo. Nada se hará con hacer

la guerra al pesimismo en los periódicos o en los hechos, si al mismo tiempo no se hace lo que es preciso para mejorar la situación.

Es sobre este terreno donde debe plantearse el problema. El 10 de abril todavía, Solidaridad Obrera publicaba en grandes caracteres un llamamiento titulado : « Construir refugios y fortificaciones son cosas que nos admiten esperar. » Después de entenderse brevemente en consideraciones tan acertadas como oportunas, el mencionado periódico terminaba con estas palabras.

« El enemigo no se descuida ni pierde un minuto. En eso, desde luego, debemos imitarlo. El enemigo, el consejo. La labor de fortificar y hacer refugios es de las que no admiten espera. »

De modo que, hasta esa fecha, no se había constituido los batallones de fortificaciones suficientes para hacer las trincheras necesarias a fin de detener al enemigo. Ni los refugios para la población. Esto es prestarse a que el adelante lo que quiera, o mate a la gente con toda comodidad. Y, ¿ qué queréis? A mí me parece pedir a la gente, en tales condiciones, que sea optimista, es pura majadería.

Para que lo sea, es necesario darle garantías de defensa. Le damos son palabras al viento. Si los que, desde hace casi un año, han tomado la dirección, hubiesen construido, a lo largo del frente del Este, las fortificaciones necesarias, que han impedido al enemigo avanzar los cuatro kilómetros que le separan del casco de Madrid; la situación militar sería mejor, y ni las exhortaciones ni las amenazas serían necesarias.

Para que el optimismo vuelva, es condición indispensable que se vean ciertas cosas. Por ejemplo, que se pueda comer sin diferencia de clases, porque la gente no se alimenta de artículos optimistas. Y que la dirección de la guerra esté en manos más seguras por su capacidad o su voluntad.

Si no, no hay optimismo que valga. No se mata a los fascistas con palabras entusiastas; se les mata con cañonazos bien dirigidos. Y se le detiene con buenas trincheras hechas a tiempo.

Antifascista.

Cuarenta mil adherentes

En el escaso tiempo transcurrido desde su fundación, la sección francesa de la S. I. A. ha llegado a reunir cuarenta mil socios. Es sin duda, después de la sección española, la que más importancia tiene. Y afortunadamente, su fuerza numérica y moral aumentará todavía mucho.

Este hecho nos mueve a algunas reflexiones que pueden no ser del agrado de todos pero que creemos útil a la causa por la cual tantos hombres mueren.

S. I. A. es una institución al margen de los partidos políticos, de las tendencias definidas. Ella reúne a los antifascistas situados en un plano más elevado, o capaces de actuar en él.

Su fundación ha partido de España. Fué preciso, para que se desarrollara, en otros países, que la iniciativa viniera de allí, que el ayal español autorizara mentalmente la organización de nuevas secciones.

Esto prueba dos cosas que debemos tener en cuenta. La primera es que, fuera de los partidos políticos, había una gran cantidad de hombres y de mujeres capaces de actuar en favor nuestro.

La ayuda internacional, es preciso decirlo por lo que aún puede hacerse, era, es posible. Pero se ha buscado donde menos podía lograrse. Era posible reunir grandes núcleos que habrían obrado no en la medida conveniente a los intereses políticos nacionales o internacionales de sus respectivos partidos, de su burocracia sindi-

cal, sino de acuerdo a los llamamientos que desde España recibirían por intermedio de los organismos especialmente constituidos, de los hombres expresamente movilizados para ayudarnos.

Han dicho inexactitudes los que afirman que los « pourparlers » diplomáticos eran lo único que podía hacerse. Había posibilidad de reunir muchas fuerzas, incluso desligadas de sus organizaciones centrales para esta labor; de reunir las para exigir el apoyo material que necesitábamos, y para interesar moralmente — lo cual es una condición de la ayuda material — a la parte más consciente de la población.

No se supo hacer, hasta que vino la iniciativa de la S. I. A. Y menos mal que, en Francia, se apeló a hombres a los cuales se había demasiado descuidado. Bastó salir de la norma seguida para conseguir este espléndido resultado. Pero España contaría hoy con el apoyo de centenares de miles de personas, libres de todo compromiso político y de toda impedimenta gubernamental o electoral, si se hubiese obrado en esta forma desde el principio.

Lo repetimos; no es en el apoyo de fuerzas y partidos que no se atreven, hoy, a protestar contra el decreto-baldón sobre los extranjeros, que podemos esperar una ayuda sincera o decidida. Es al margen. Es presionándolos. Esto es posible. Aquí están los cuarenta mil adherentes de la S. I. A. para probarlo.

SAVEZ-VOUS QUE...

DEVALUATION ET STABILISATION DU FRANC LEURS CONSEQUENCES

La dévaluation et la stabilisation du franc forment, parmi les récents décrets-lois, l'élément le plus digne d'attention. La dévaluation du franc, qui est constituée par la diminution successive d'une décision gouvernementale, de la quantité d'or à laquelle correspond l'unité monétaire française, et de la valeur de celle-ci relativement aux devises étrangères, se produit quatre fois depuis la dernière guerre.

1° Le franc-papier (cent centimes-or en 1914), dévalué sous le gouvernement Poincaré, ne valait plus en juin 1928, que 20 centimes-or.

2° En septembre 1936, dévaluation par Auriant, franc à 15 centimes.

3° En juin 1937, dévaluation par Bonnet, franc à 13 centimes.

4° Enfin, la présente dévaluation, dans laquelle la valeur du franc descend à 8 centimes-or.

Le poids de métal auquel correspond le franc s'est réduit, au travers de ces successives dévaluations, de 322,56 milligrammes à 28 milligrammes.

Pour ce qui est de la stabilisation, le gouvernement Daladier n'a plus, à l'heure actuelle, l'intention de stabiliser absolument le franc. Une limite extrême sera seule fixée aux fluctuations de notre devise, qui ne devra point descendre au-dessous. La valeur limite tout d'abord annoncée correspondait à un cours de la livre de 170. Mais l'Angleterre veut éviter un cours aussi élevé de son unité monétaire, car il en résulterait pour l'exportation française un avantage trop marqué.

Après les discussions présentes, la limite fixée à la valeur du franc sera indiquée par une cote de la livre comprise entre 173,8 et 178.

Les principaux buts avancés recherchés par le gouvernement dans les mesures monétaires actuelles sont :

1° L'amélioration de la dette de l'Etat à la Banque de France, par la réévaluation du stock d'or de celle-ci.

2° La rentrée d'une importante partie des capitaux exportés, et investissement, à l'intérieur du pays, de ces capitaux et de sommes jusqu'ici thésaurisées.

3° La fin de la spéculation boursière au détriment du franc.

La réévaluation du stock d'or de la Banque de France, corollaire de la dévaluation, signifie que cette quantité d'or équivaut à une plus grande masse de francs qu'auparavant. De ce fait, les avances de la Banque de France à l'Etat se trouvent remboursées.

La dette de l'Etat à la Banque dépassait ces derniers temps 40 milliards, répartis comme suit : plus de 12 milliards résultant de l'inflation Flandrin-Régner; 10 milliards qui correspondent à l'inflation Auriant; 15 milliards, à l'inflation Bonnet; et 3 milliards environ, à l'inflation Blum.

Ces avances de la Banque se trouvent remboursées pour un cours de la livre fixé à 173,80; par suite si un cours supérieur était choisi, il en résulterait, pour l'Etat, un boni pouvant atteindre plusieurs milliards.

Or, les pressants besoins financiers d'aujourd'hui provenant surtout des dépenses massives d'armement, d'une préparation à la guerre dont l'intensité ne semble en rien devoir être diminuée, l'amélioration de la situation financière ne sera que passagère, même si le gouvernement dispose des sommes du fonds d'égalisation des changes et du fonds de soutien des rentes. L'Etat pourra user de ces sommes, leur affectation à l'amortissement des avances de la Banque de France à l'Etat, étant prévue, et les avances étant, par ailleurs, remboursées sur la réévaluation du stock d'or.

Nous devons, ici, signaler qu'une dévaluation à tripartite des monnaies françaises, anglaise et américaine est prévue. La stabilisation du franc relativement à la livre et au dollar n'est, en effet, qu'une stabilisation apparente. Les trois monnaies pourront baisser simultanément par rapport à l'or. Un fléchissement commun des devises, la baisse du franc, de la livre et du dollar déterminant celle d'autres monnaies permettra d'abuser plus longtemps les foules. Le cours de l'or indiquera seul, au début, la chute des monnaies. Ensuite la hausse du coût de la vie apprendra durement aux masses qu'il se passe, dans le domaine économique quelque chose d'insusité!

Si nous nous en tenons à la dévaluation opérée présentement (jointe à un accroissement de 8 % des impôts), une augmentation du coût de la vie va s'ensuivre, à peu près inévitable, car l'action des comités de surveillance des prix... La valeur réelle des rentes, pensions et retraites décroîtra; le pouvoir d'achat des salariés également, s'ils ne le défendent avec vigueur.

Pour ce qui est de la rentrée en France des capitaux exportés, on tente de la provoquer au moyen de la stabilisation du franc, dans l'espoir qu'ils contribueront au succès de l'emprunt. Quatorze milliards seraient, parait-il, rentrés au cours des quarante-huit heures qui suivirent l'annonce de la stabilisation. Le gouvernement vise à un accroissement de la production, tente de provoquer l'investissement de capitaux importants dans l'industrie française. Il suffit, à ce sujet, de rappeler que produire n'est pas vendre, et que le déséquilibre du régime économique actuel, mis en évidence par la crise n'est point, que l'on sache, supprimé!

L'Etat français a besoin, cette année, de trente milliards. En admettant qu'il puisse assurer sa trésorerie jusqu'à la fin de 1938, grâce à plusieurs dévaluations, grâce à l'emprunt, l'échec sera des difficultés financières — plus difficiles à résoudre que jamais — réparées l'an prochain, jusqu'à quand une solution d'attente pourra-t-elle être trouvée?

Pour que vive le Libertaire

SOUSCRIPTIONS REÇUES DU 1^{er} AU 30 AVRIL

Groupe du XI^e, liste n° 101, 80 fr. 10; Lioré-Olivier, liste n° 63, 33 fr. 50; Commandini (Vitry), 50 fr.; X., 2 fr.; Berger (Gentilly), 50 fr.; Polonais, 3 fr.; Marie et René, 10 fr.; Devallois, 5 fr.; Emilienn Marteau, 10 fr.; un instituteur et un employé de bureau, 20 fr.; anonyme, 15 fr.; Gladioux (Menneville), 10 fr.; Marcelle, 41 fr.; Merda, 1 fr.; Sinneave, 10 fr.; Degulle, 10 fr.; Passeron, 20 fr.; Barru, 1 fr.; Laveau, 10 fr.; Louman, 10 fr.; Palangone, 15 fr.; Vve Jacob (Thonon), 59 fr. 65; Buchet, 15 fr.; P. Rouquette, 5 fr.; Laurent, 5 fr.; Struill, liste n° 236, 10 fr.; Moreau Jean, 3 fr.; Desgouttes, 4 fr.; Groupe du 18^e, 38 fr. 20; André Mounié, 35 fr.; Jules Guérin, 5 fr.; Marguerite, 12 fr. 50; Vercruysse, 10 fr.; Schauder, Paris, 60 fr.; liste n° 8, groupe de Savigny et At. Panhard, 107 fr.; Gerlat, 20 fr.; Paul Gpe (La Clotat), 50 fr.; Loyot (Reims), 29 fr.; liste n° 24, 24 fr.; Geng, 12 fr.; Servant, 12 fr.; Appenzeller, 5 fr.; Moulard, 2 fr.; Pieboul, 5 fr.; J. Gaychet, 22 fr.; liste 443, 10 fr.; liste 82, banlieue Sud, 72 fr. 00; Groupe du 14^e, 45 fr.; liste 91, G. de Boulogne, 20 fr.; Groupe d'Erment, liste 84, 40 fr.; Lacodon 5 fr.; Tosca, 20 fr.; Boudet, 10 fr.; Villière, 20 fr.; Vve Jacob, 400 fr.; Lecomte, 5 fr.; Polonais, 3 fr.; Louman, 20 fr.; Fet Amiens, 20 fr.; D'Hahier, 25 fr.; Ménac, 100 fr.; Groupe Germinal, 150 fr.; Monot, 10 fr.; listes numéros 31-32, 41 fr. 50; Mancel, 10 fr.; Dupouy (Benni Abbès), 20 fr.; Yvonne Lule, 20 fr.; un lecteur, 5 fr.; un militaire, 5 fr.; Loulouge, 2 fr.; Cavillier, 30 fr.; Simoulin, 12 fr.; Germaine, 5 fr.; liste 75, 77 fr.; Groupe de Villéparisis, 50 fr.; Clément, 57 fr.; Sous, 10 fr.; xyz, 10 fr.; Jarry, 10 fr.; Mallet, 10 fr.; liste n° 114, 73 fr.; Le Bourgeois Syndicaliste, 40 fr.; R. Baryl, 20 fr.; Ancenay, 13 fr.; liste 1.680, 80 fr.; Joubants, 2 fr.; Pica Blaise, 10 fr.; Maurice, 50 fr.; Laveau, 20 fr.; liste 69-70 Charenton, 104 fr. 25; Durand, 20 fr.; Leriche, 12 fr.; Touzier, liste 74, 25 fr.; liste n° 106, 52 fr. 60 (Pudlin); Bardou, 6 fr.; Richard, 10 fr.; Ferlanpin, 10 fr.; Laveau, 10 fr.; Gpe de Villeparisis, 50 fr.; liste 35, Gpe du 17^e, 77 fr.; Mary Delarue, 6 fr.; Ander, 30 fr.; Tournoud, 11 fr.; Camille, 10 fr.; un chômeur, 5 fr.; Tose, 5 fr.; Benoit, 5 fr.; Gourdin, 1 fr. 50; Dognoy, Paris, 5 fr.; Duriez, 10 fr.; Belay, 5 fr.; Morat, 16 fr. 25; Rydzynsky, 20 fr.; Grenier, 5 fr.; Devoisin, 5 fr.; Lecomte, 5 fr.; Grévin, 20 fr.; L. Mancel, 5 fr.; Dumont Boura, 12 fr.; Pihot, 10 fr.; Baril, 5 fr.; Feraud, 50 fr.; Villeparisis, listes 92-94, 44 fr.; La Courneuve, 15 fr.; Rouet, 2 fr.; un végétarien, 10 fr.; liste n° 105, Ravachol, 37 fr. 50; liste 66 Lefevre, 34 fr.; Polonais, 5 fr.; Menardeau, 50 fr.; Ander, 15 fr.; La Famille Bécirard, 25 fr.; Tournoud, 10 fr.; Leroy, 10 fr.; Lacarot, 10 fr.; Maurin, 5 fr.; 70; Mallet, 10 fr.; Sache (Thionon), 25 fr.; liste n° 2, François, 30 fr.; un paria, 5 fr.; un facteur, 5 fr.; Bisson (Vierzon), 30 fr.; Vie, 5 fr.; Raillon, 10 fr.; (Total de cette liste : 3.671 fr. 25).

SOLIDARITE HUMAINE

Deux militants à secourir d'urgence, malgré notre bourse plate : le professeur Spirus-Gay, la doctoresse Madeleine Pelletier.

Spirus-Gay, 73 ans, professeur libre d'éducation physique, a été il y a quelque temps transporté dans un hôpital où il est l'objet des plus cruelles souffrances; celles-ci durent depuis deux années au cours desquelles l'apôtre pionnier, parmi et souvent avant d'autres, du naturalisme végétarien, antialcoolique, antitabaciste, n'a pas cessé de donner en son petit gymnase ses leçons si précieuses à tous, en ce sens que si elles étaient toujours suivies, les races se régénéreraient physiquement et mentalement et nous verrions enfin réalisés les buts suprêmes : la Bonté et la Beauté. Spirus-Gay, durant toute sa vie, été un courageux, un luttant, un esprit parfaitement indépendant. On l'a toujours vu,

dans les milieux où il évoluait, défendre énergiquement les justes causes, les soutenir de son argent, s'élever contre la Guerre et tout ce qui abrutit l'esprit. Toute sa vie il a lutté pour une meilleure et plus belle humanité; aussi, présent qu'il est tombé, qu'il est douloureux, oh! combien! il est impossible de ne pas le soutenir. Il ne fut jamais un « mercanti »; il fut tout le contraire, parce qu'il était et reste un idéaliste. Il faut que nous pensions énergiquement à aider le professeur Spirus-Gay qui fut et reste l'ami dévoué, droit, loyal, sensible, affectueux. Nous ouvrons pour lui une souscription pressante.

Adresser les fonds au Julia Bertrand, 127, rue Anatole-France à Noisy-le-Sec (Seine).

Doctoresse Madeleine Pelletier, âgée, elle aussi, Qui ne la connaît pas? Elle fut de toutes les conférences publiques et contradictoires d'avant-garde, apportant ses idées émancipatrices de la femme, et aussi des hommes, sous une forme originale, courageuse, simple et naïve à dessin, déconcertante, parfois, mais toujours émanant d'une pensée franche, dégagée des dogmes emprisonnant l'esprit. Lorsque Madeleine Pelletier parlait, il n'était pas question d'arrière-pensée chez elle : tout de suite, on était fixé. C'était une grande éducatrice à sa manière.

Aujourd'hui, sans doute parce qu'elle s'est beaucoup oubliée — car Madeleine Pelletier, sous une écorce un peu rude, cache un grand dévouement à une grande bonté — la doctoresse issue de la classe laborieuse, qui a soigné autrui, est à son tour tombée malade. Sa situation brisée. Ses ressources sont épuisées. Elle est paralysée, une forme incurable, franchement dégagée des dogmes emprisonnant l'esprit. Lorsque Madeleine Pelletier parlait, il n'était pas question d'arrière-pensée chez elle : tout de suite, on était fixé. C'était une grande éducatrice à sa manière.

Adresser les souscriptions à « Vie Universelle » Couland, à Montbrun-Bocage (Haute-Garonne). Compte postal Toulouse n° 339-34.

Cheminots, à l'action

Je constate par l'organe du Libertaire du 21 avril dernier, que la Fédération du Rail fait publier dans la presse ouvrière, ses doléances au sujet des transports effectués par transit ou directement vers l'Espagne française, et certes le Libertaire a raison d'intituler le petit article : Dénoncer le transit en faveur des rebelles est bien l'empêcher serait mieux!

Pour tout être sensé, sans être même frappé du coin révolutionnaire, mais simplement humain, il est parfaitement logique que la dernière phrase est tout bonnement celle dont la stricte application s'impose. Et alors ici, camarades du Rail, ai-je à vous rappeler votre devoir de prolétaires conscients, et, faisant quelque peu de rétrospective syndicale d'action, vous faire toucher du doigt le passé de 1910, où nous pouvions constater avec plaisir l'action directe si bien comprise, qui consistait à retrouver sur une voie de garage de Roubaix, par exemple, le petit fut de vin qui devait se trouver vers Rennes ou autre coin de Bretagne via Normandie? Etait-ce bien la du travail d'exécution P. V. ou relenti, mes camarades, et certes sait pas, ce me semble, à ce moment-là, d'une action de l'envergure du franquisme d'Espagne où, vous ne l'ignorez pas, à mon avis plus que qu'onque, la vie de nos malheureux compagnons transpirent en constamment en jeu! Existait-il aujourd'hui, un syndicalisme de pause, duquel sortirait une situation d'expectative endémique?

Si oui, qu'on nous le dise franchement et nous saurons juger! Sinon, alors, l'attente et l'attermoiement sont coupables et presque complices, ce qui est grave.

LE RETRAITE.

LE SIÈCLE DU CHARLATANISME

(Suite de la 1^{re} page)

Alors, messieurs, qu'on s'apprette à quintupler le nombre des gendarmes, des policiers et des gardiens de prison;

Qu'on s'apprette à exiger des magistrats qu'ils s'appliquent la loi de 45 heures par semaine avec dérogations illimitées;

Qu'on s'apprette à agrandir et à multiplier les lieux de détention.

Ces mesures vont s'imposer, parce que le nombre des délinquants à arrêter, à juger et à condamner va devenir incalculable. Il va falloir poursuivre :

a) Tous ces gens de grande, moyenne et petite finance qui, à grand renfort de formelles promesses, engagent les modestes épargnants dans des opérations et placements qui, neuf fois sur dix, ont en vue et ont pour résultat de dépouiller ceux-ci de leur pécule. Car, en affirmant mensongèrement l'excellence et la solidité des titres et valeurs qu'ils pressent de mettre en portefeuille, alors qu'ils les savent destinés à tomber tôt ou tard à zéro, ces filibustiers de la Banque et de la Bourse exploitent frauduleusement, eux aussi, l'ignorance et la crédulité publiques.

b) Tous ceux qui, par la voie de la presse, se portent garants des effets merveilleux de telle méthode, de tel traitement ou de tel produit miraculeux; offrent, moyennant cautionnement ou commandite, situation d'avenir et bénéfices importants; proposent des gains élevés pour travail à domicile, facile et n'exigeant aucune compétence, aucun apprentissage; promettent prêts d'argent, associations, mariages avantageux, etc., etc., sans oublier, comme de juste, les propriétaires, les actionnaires et les responsables des journaux et revues qui vivent de cette louche publicité et s'en font, de la sorte, les complices.

c) La multitude de ces serviteurs de Dieu : prêtres, curés, vicaires, desservants, bedaux, sacristains, membres des Congrégations et Ordres religieux, hommes et femmes rattachés à tout ce que comporte le culte extérieur que la Sainte Eglise impose à ses fidèles, queteuses à domicile, rabatteuses des œuvres diocésaines et paroissiales, marchands d'Orémus, de bénédictions et de sacrements; tous et toutes — ils sont plus de cent mille rien qu'en France — vivant plus ou moins largement (logés, vêtus, nourris et ne produisant rien) des sottises qu'ils enseignent, des naïvetés qu'ils débitent, des supplices infernaux qu'ils évoquent, des béatitudes éternelles qu'ils promettent, des absolutions qu'ils octroient et des mille petits et grands trafics qu'ils exercent, sans échanger contre l'argent qu'ils reçoivent, aucune autre marchandise que des consolations et des espérances, des scapulaires et des chapelets, des prières et des messes.

d) Cette bande barloquée de bluffeurs, bobardiers, démagogues et surenchérisseurs qui, candidats, partis politiques et élus appartiennent à cette tourbe de politiciens qui, pillant, jaccasant, bavardant, pétaradant, plastronnant, se proclament résolus à s'imposer tous les sacrifices pour réaliser les mirifiques engagements de leurs programmes et faire demain — toujours demain et jamais aujourd'hui — le bonheur du peuple.

Le défilé des bonimenteurs et charlatans de tout poil qui abusent de la candeur naïve des « jobards » ne se termine pas là.

Mais contentons-nous de ce premier train de prometteurs de la lune.

Et, maintenant, messieurs, les partisans de la méthode répressive, êtes-vous toujours prêts à vociférer : « Coffrez-moi tout ce monde-là! »

SEBASTIEN FAURE.

TAMBURINI fait condamner un Italien antifasciste

(Suite de la 1^{re} page)

En effet, nos chats-fourrés avaient à juger le cas du camarade Corsi Lanciotto, revenant d'Espagne après huit mois de front et un an de travail dans l'industrie de guerre républicain et poursuivi pour infraction à l'arrêté d'expulsion. Son malheur voulut que l'on retrouvât un passeport dans le fossé de la route, appartenant à un autre nom que le sien, mais portant sa photo. Pensez-vous que l'on fit appel à un expert pour l'examen de ce passeport? C'est été trop simple. On préféra faire appel aux lumières du triste Tamburini. Ce nom ne vous dit rien sans doute! Cherchez dans votre mémoire! Il est le héros de l'affaire Pasotti, le nom moins célèbre espion fasciste mêlé à l'affaire des bombes de Cerbère et de Paris. Sans doute le croyez-vous dans quelque noir cachot à la paille humide? Détrompez-vous! M. Tamburini se promène tranquillement à Perpignan, et, de temps en temps prête ses bons offices à la magistrature française.

Ce qui suit, n'était la condamnation finale, serait du plus haut comique. Ecoutez donc la déposition de ce témoin honorable; il en résulte :

1° Que le passeport est un vieux passeport datant au moins de 1930, puisqu'il est aux armes du duc de Savoie;

2° Qu'il doit avoir été volé au consulat avec plusieurs autres préparés à l'avance par le Conseil;

3° Qu'on a lavé la photo de son titulaire avec de l'acide et passé une couche de collodion avec matière sensible pour photographier sur le même papier frappé du timbre sec du Consulat le « négatif » de Corsi. (On voit qu'il s'y connaît!)

4° Enfin, qu'il reconnaît Corsi pour être un anarchiste connu à Barcelone sous le nom de « El Toscano » et ayant un doigt coupé.

Vous pensez si après cela les juges étaient édifiés sur le « dangereux » individu qu'ils tenaient en leurs griffes. Coût pour Corsi : 6 mois de prison.

A quand la nomination de Tamburini comme expert près les tribunaux?

Jeunesse Anarchiste Communiste

LA JEUNESSE OUVRIÈRE NE DOIT PAS S'ENDORMIR

L'apathie de la classe ouvrière est un fait incontestable. On est passé cette ardeur révolutionnaire de juin 1936, qui fit l'admiration, bien courte il est vrai, du prolétariat international?

Elle est noyée dans les échecs successifs subis par la classe ouvrière depuis ce vaste mouvement revendicatif, échecs dus pour la plupart à la position des chefs syndicalistes et politiques. Les délégués du premier mai est là pour prouver que les travailleurs ont perdu cet enthousiasme d'antan qui fit tant peur aux bourgeois.

Les partis politiques, les organisations syndicales se ressentent de cette situation, les uns et les autres perdent des adhérents. Les organisations de jeunes, elles, avaient déjà subi les effets de cet abandon de la lutte révolutionnaire. Lorsque des jeunes, seuls les partis bourgeois offraient des loisirs, à leurs adhérents, les jeunes travailleurs se méfiaient de ces divertissements qui leur étaient offerts pour les empêcher de revendiquer.

Mais maintenant lorsque ce sont les partis prolétaires qui incitent les jeunes à se divertir, ceux-ci n'aperçoivent pas le danger. Après tout, les jeux étant de leur âge, les jeunes travailleurs y consacrent tous leurs loisirs et oublient ainsi qu'ils se trouvent au sein d'une société qui les exploite.

La jeunesse ouvrière pourtant avait montré qu'elle était capable, elle aussi de lutter contre le patronat. D'où provient donc cette acceptation passive de tous les événements politiques d'aujourd'hui par les jeunes travailleurs en particulier.

Cela provient de ce que les ouvriers ont pris l'habitude de se fier à des partis politiques plus qu'à eux-mêmes. Il ne s'agit pas sous la pression de telle ou telle autre personnalité

d'abandonner un poste de combat, il fallait le maintenir.

Mais ce qui a surtout causé la désillusion parmi les ouvriers, c'est leur ignorance des difficultés de la lutte révolutionnaire. Ils pensent obtenir victoire sur victoire après quelques jours de combat, alors que s'ils avaient réfléchi, ils auraient su par exemple que c'est après la victoire, que reste la tâche la plus difficile à accomplir.

C'est encore cette ignorance qui fait que de nombreux ouvriers n'ont plus foi dans la lutte ouvrière, ils se basent sur un échec subi pour jeter le manche après la cognée. Ils devraient cependant savoir que c'est peut-être dans les défaites que l'on trouve les meilleurs éléments d'une victoire future.

Ainsi pendant que les partis politiques se trouvent à la dérive, qu'ils recherchent par tous les moyens démagogiques inclus dans leur programme à retenir les ouvriers qui les quittent dégoûtés, devons-nous sans hésitation aucune nous rassembler le plus possible pour créer une agitation capable de réveiller les masses ouvrières.

La tâche n'est guère facile, elle présente des difficultés de toutes sortes, mais nous devons nous atteler à cette besogne. Nous avons pour nous guider l'exemple de militants adultes qui luttent depuis des années et des années et qui continuent encore.

Nous avons aussi cet enthousiasme, qui est l'appanage de la jeunesse, et qui chez nous doit rester permanent. Les jeunes révolutionnaires ne doivent plus hésiter, ils ne peuvent pas compter sur des victoires passagères, ils doivent préparer la seule victoire qui compte pour la jeunesse ouvrière, et elle n'y arrivera qu'après maintes difficultés : la révolution.

Paul Servant.

NOTRE LIBRAIRIE

Les problèmes de la Révolution prolétarienne, de Fernand Loriot 3 fr.

Histoire du mouvement syndical français, par Georges Lefranc 30 fr.

Franco 32 fr. 50

Histoire des Bourses du Travail, par F. Pelloutier 15 fr.

Franco 17 fr.

Le mouvement ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome I 45 fr.

Franco 48 fr. 75

Les insurrections lyonnaises (1831-1834), par Jacques Perdu 4 fr. 50

Franco 5 fr. 25

Les coopératives de consommation, par B. Lavergne 17 fr.

Franco 17 fr.

— La duperie du Statut du Travail, par Chambelland 0 fr. 50

Un mineur français en U.R.S.S. de K. Legay 4 fr.

franco 4 50

J'ai été ouvrier en U.R.S.S., de A. Smith 3 fr.

franco 3 50

La Révolution Russe en Ukraine, par N. Makhno 10 fr.

franco 10 80

Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinoff 10 fr.

franco 10 80

LES PROPOS SUBVERSIFS

12 brochures, chaque .. 0 fr. 60

1. La Faute Rédemption.

2. La Dictature de la Bourgeoisie.

3. La pourriture parlementaire.

4. Leur Patrie.

5. La morale officielle et l'autre.

6. La Femme.

N'attendez plus

Beaucoup de camarades ont exprimé leur ferme volonté de se procurer

"L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

Ils en ont ajourné l'acquisition pour diverses raisons. Nous avisons ces amis que notre réserve, peu à peu, s'épuise.

En conséquence, nous les prévenons que nous ne pouvons garantir que

JUSQU'AU 15 JUIN 1938

la livraison des ouvrages qui nous seront commandés.

"L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

ouvrage UNIQUE AU MONDE, comprenant 4 beaux volumes format du Grand Larousse (32x25) — est mise en vente comme suit :

1° — AU COMPTANT Fr. 465 »

2° — A TERME (en 7 mensualités de Fr. 70) Fr. 490 »

tous frais d'emballage et d'expédition compris.

Adresser les commandes à la

LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE

14, Rue de Marengo, 14

LILLE (NORD)

Compt. Chèque Postal : 346-28 Lille

N'attendez plus

La vie de l'Union Anarchiste

G. I. DE LA REGION PARISIENNE. — Tous les groupes J. A. C. ou sections de jeunes de la région parisienne doivent envoyer un ou deux délégués au prochain G. I. le lundi 16 mai 1938, à 20 h. 30, au « Lib ».

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste, J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

SECTEUR NORD-EST. — Les secrétaires des groupes IX et X, XIX, XX, Bobigny, Pantin, Aubervilliers, La Courneuve sont convoqués lundi 16 à 21 heures, au « Lib ».

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e ar., XI^e et XII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e et Boulogne-Billancourt, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.
Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Bagnole, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Clichy, Colonne, Choisy-le-Roi, Clamart, Glichy, Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pontoise, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Maison, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Gouernon, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Interlocal de la Thiérache.

Toulouse, Alger, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Craponne, Maubeuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbès, Nîmes.

Thionville, les Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Froncles, Chautmont, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPES J. A. C.

REGION PARISIENNE

I^{er} et II^e, III^e et IV^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.
Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagnole, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Verres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

PARIS-BANLIEUE

COLOMBES

Les gagnants de la tombola

Liste des numéros gagnants de la tombola du 7 mai 1938 : 780, 918, 1.077, 514, 267, 1.223, 535, 353, 584, 804, 351, 29, 949, 1.513, 59, 1.196, 1.586, 1.035, 356, 45.
Réclamer les lots le vendredi à 21 heures au Chalet du Cycle, ou le dimanche, de 10 heures à midi, au Café René, 3, rue de Nanterre.

VALENTON

Nous n'aurions pas cru que les disciples de l'abbé Thorez aient eu l'astuce de se trouver quelque peu surpris de l'intervention de quelques anars, lors de la réunion du Comité de coordination pour le soutien de l'Espagne, républicaine assassinée par le fascisme international ; cependant une rectification s'impose ! Le citoyen Benoît, président de séance, a dans son procès-verbal omis de réclamer la libération des nombreux antifascistes maintenus dans les geôles de Barcelone ; d'où exclamation des anars à juste titre, et vous Messieurs les nacos, vous prétendez être à la pointe du combat ? Trêve de plaisanterie ; pour nous le mot unir veut dire se défendre contre la féodalité et ceux qui vous y entraînent ; si notre esprit de combat vous gêne, peu nous importe, car point n'est besoin de polémiquer pour connaître les vrais défenseurs du prolétariat ; il suffit de se souvenir du défilé du 30 avril derrière le drapeau noir et rouge, qui eut lieu à Villeneuve-Saint-Georges, drapeau du groupe de Valenton qui nous a valu de nombreuses adhésions nouvelles. Nous, anarchistes évitant d'aller sabler la champagne dans le nouveau parc avec toutes les huiles municipales, alors que vous faites ça par surcroît ce n'est, sur la page municipale, que provocation à l'égard de ceux devant qui vous vous aplâtiez dimanche dernier ; puissent les nacos le comprendre avant qu'il ne soit trop tard. (A suivre dans le prochain numéro). — Le Groupe.

SECTEUR DE VIRY-CHATILLON

La réunion constitutive du Secteur de Viry-Châtillon aura lieu le mercredi 18 mai à 21 h. précises, salle Ibanès, 54, rue des Ecoles-prolongées, à Viry-Châtillon.

VOIX DE PROVINCE

REGION D'ALES

Tournée Maurice Dautrean

Le groupe libertaire d'Alès et le groupe libertaire de la Grand-Combe, avec l'aide de tous les camarades de la région, ayant organisé, avec le concours de notre camarade Dautrean, de l'U. A., trois réunions : au Martinet, le 5 ; à Alès, le 6, et à la Grand-Combe, le 7 mai, sur le sujet : « Halte à la guerre ! », en voici un compte rendu :

Au Martinet, vu le mauvais temps, l'assistance était peu nombreuse ; la plupart des auditeurs étaient des militants du Parti communiste. Le camarade Dautrean montra le rôle néfaste de tous les politiciens, tant socialistes que communistes, dans le mouvement ouvrier, insistant sur la nécessité de les balayer définitivement des organisations syndicales. Les oreilles de ces braves militants n'avaient encore jamais entendu un pareil langage. Ils se mirent à réclamer par cœur le catéchisme qui leur a été inculqué, parlant principalement de la C.N.T.-F.A.I., élément de la 5^e colonne, etc., etc.

Dautrean n'eut pas de peine à les remettre à leur place, et plusieurs militants présents déclarèrent qu'ils refusaient d'accepter l'union sacrée pour la guerre impérialiste.

A Alès, 800 personnes présentes. Exposé simple et lumineux du camarade Dautrean, montrant que, dans toutes les guerres, les combattants se battent pour un tout autre motif que celui au nom duquel on leur a fait quitter leur foyer. En 1914-1918, c'était la patrie mise en péril par le militarisme allemand ; aujourd'hui, il faut résister par la guerre au fascisme qui menace de nous envahir, et de nous faire, d'ici, on fait appel à l'union sacrée, on tente de créer un état d'urgence nationaliste. Mais, maintenant, notre bourgeoisie a réalisé ce tour

de force de faire demander cette même union sacrée par les représentants de la classe ouvrière.

A la Grand-Combe, un public attentif, venu surtout pour s'éclairer, s'abstint de contradiction, étant gagné par l'argumentation qui lui était présentée. A cette réunion, nous avons gagné une plus grande sympathie ; elle nous vaudra de nouveaux militants qui participeront à l'intensification de notre propagande.

Résumons. Malgré qu'il n'y ait pas eu le monde que nous espérons à nos réunions, si nous faisons une comparaison de nos possibilités et de nos petits moyens de propagande avec les moyens dont disposent nos adversaires, nous ne pouvons qu'être satisfaits. A chacune de nos réunions, le public qui les suit nous est de plus en plus acquis.

Les politiciens, que gêne notre propagande, donnent ordre à leurs troupes de s'abstenir d'assister à nos réunions ; un silence complet est observé dans leur presse sur le rôle que peuvent jouer nos organisations dans le mouvement social. Ensuite, la calomnie sur notre mouvement et sur toute l'activité de ses militants est colportée de bouche à oreille, ce qui nous met dans l'impossibilité de pouvoir l'écraser.

Insistons encore de nouveau auprès des camarades de la région, qu'ils suivent de plus près notre mouvement, qu'ils apportent davantage une grande activité à la propagande de notre idéal, à la lutte pour la réalisation d'une société libertaire. — Lacam.

AMIENS

« Germinal » paraîtra le jeudi 20 mai.

De nombreux carnets de souscription sont encore en circulation. Nous demandons aux camarades détenteurs de ces billets, de nous en faire le paiement le plus rapidement possible. Nous allons en avoir grand besoin, les frais de lancement du premier numéro étant toujours onéreux en raison du bouillon imprévisible d'exemplaires.

Des difficultés sont intervenues pour la sortie de ce premier numéro, d'autres viendront encore pour les numéros qui vont suivre, elles ne seront pas insurmontables si les camarades savent conserver leur énergie, leur ténacité concernant surtout sa diffusion. Il faut que le jeudi et les jours suivants, dans toutes les rues retentissent le cri de « Germinal ». Des raids de camarades crieurs seront lancés sur les agglomérations industrielles et agricoles. Nous devons atteindre un tirage de 10.000 exemplaires, cela est possible. — Lucien Graux.

BEZIERS

Le groupe Germinal se devait d'essayer de rassembler tous les éléments libertaires et sympathisants pour pouvoir organiser l'union de tous les anarchistes, et ils sont nombreux, de Béziers, afin, qu'en cette cité, nous puissions répandre nos idées par notre action et nos conférences et apporter à nos frères d'Espagne le plus d'aide possible. Nous répetons que nos réunions ont lieu le premier et le troisième mardi du mois, Café Gaston. — Juarez.

GRENOBLE

Vendredi 29 avril, notre camarade Maurice Dautrean poursuivait sa tournée de conférences par Grenoble.

La réunion eut lieu à la salle de la Maison du Peuple. 200 auditeurs, appartenant à toutes les tendances, avaient répondu à l'appel du groupe.

Le sujet : « Contre la guerre », fut traité par notre camarade pendant deux heures. Il montra les méfaits du capitalisme et la carence de tous les partis politiques, puis il développa les possibilités de combattre la guerre, en expliquant la position des anarchistes dans les conflits pré-

sents. Des applaudissements frénétiques soulèrent l'orateur.

Quelques questions furent posées à notre camarade, concernant la guerre d'Espagne, ainsi que sur les possibilités d'empêcher la guerre, etc., etc. Des applaudissements unanimes saluèrent les réponses du camarade Dautrean. A Grenoble, l'idée anarchiste progresse rapidement. Un ordre du jour fut voté à l'unanimité.

Une collecte en faveur du camarade Rousseng a produit la somme de 101 fr. 35. Merci à tous les hommes de cœur. — Le Groupe.

Ordre du jour

Les camarades de Grenoble réunis le 20 avril 1938 à l'appel du groupe libertaire, protestent contre la condamnation du camarade Loraux pour délit d'opinion et contre les poursuites dont le « Libéraire » est l'objet.

Rappelons l'abrogation des lois de 1894 et 1896 dites lois célébrites, qui permettent au gouvernement d'incarcérer les hommes de pensée libre.

S'élève contre les menées de guerre impérialiste et se sépare au cri de : A bas la guerre ! — Le Groupe libertaire.

LA CIOTAT

Quelques camarades ont décidé d'ouvrir une grande souscription en faveur de nos camarades espagnols. Quelques camarades se sont engagés à verser une journée de salaire. Que d'autres que leur condition matérielle empêchent de verser une journée fassent leur possible dans la mesure de leurs moyens.

Que d'autres camarades qui n'ont pas été touchés de vive voix ne se formalisent pas, cet appel dans les journaux a été fait le plus vite possible.

P.S. — A noter que les fonds seront expédiés directement à la F.A.I.-C.N.T. — Paul

MARSEILLE-GERMINAL

Dimanche 15 mai, à 9 heures précises notre camarade M. Dautrean, de l'U. A., fera dans la salle du Royal-Bio-Cinéma, une grande conférence publique et contradictoire sur ce sujet : « Pourquoi nous ne tendrons jamais la main aux catholiques ».

La contradiction sera assurée par des leaders du P.C. et le curé de la paroisse du quartier, qui sont convoqués par lettres recommandées.

Tous les libres-penseurs, tous les hommes désireux d'insister sur cette épineuse question, viendront écouter cette conférence.

Environ 300 personnes avaient répondu à l'appel du groupe Germinal et sont venues dimanche dernier à la grande conférence organisée par l'U. A. sur le sujet « Halte à la guerre » que traita notre camarade Maurice Dautrean. Après une brève intervention, notre ami Théodore Jean qui présidait donna la parole à l'orateur. Celui-ci, dans un exposé clair et sans effets montrant comment la politique d'union sacrée pratiquée par les partis de gauche nous amène à la guerre. Il fit ressortir le rôle néfaste du P.C. qui, par son action, fait le jeu de la bourgeoisie. « Si le capitalisme avait mandaté M. Flaurin auprès des ouvriers en grève pour leur dire : il faut savoir terminer une grève ! » les ouvriers lui auraient ri au nez. Mais la bourgeoisie avait dans les mains « l'abbé Maurice Thorez » et elle l'a utilisé ».

Dautrean démontra que la victoire de Franco en Espagne serait une défaite pour tout le prolétariat mondial et un pas vers la guerre générale. Il dénonça la trahison du Front populaire à l'égard du peuple espagnol et appela les travailleurs à ne vouloir ni subir le fascisme, ni participer à la guerre impérialiste, à se resserrer autour des anarchistes qui restent fidèles à l'Internationa-

lisme prolétarien et ont pour mot d'ordre : « Rien pour la guerre impérialiste ! Tout pour la Révolution sociale ! »

L'orateur fut très applaudi et aucun contradicteur ne se présenta.

Avant de lever la séance, Pascal fit un appel au nom du Groupe Germinal, invitant les anarchistes à se resserrer autour de l'U. A. et à coordonner leurs efforts pour une plus grande propagande de nos idées.

FEDERATION ANARCHISTE DES ALPES-MARITIMES

GROUPE DE NICE

Vendredi 13 mai à 20 h. 30, au « Relai Fleuri », 1, avenue Notre-Dame.

GRANDE CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

par Maurice Dautrean.

Halte à la guerre

La Tournée Dautrean passera les

Jeudi 12 mai, à 20 h. 30, à Villefranche ;

Vendredi 13 mai, à 20 h. 30, à Nice ;

Samedi 14 mai, à 20 h. 30, à Antibes ;

Dimanche 15 mai, à 9 heures matin, à Marseille ;

Lundi 16 mai, à 20 h. 30, à Toulon ;

Mardi 17 mai, à 20 h. 30, à La Ciotat.

DIJON

Un beau 1^{er} Mai

Notre premier Mai fut beau ; c'est, ce jour même qu'avait lieu le Congrès de l'Union Anarchiste de Dijon. Chaumont, Châtel-Girard, ainsi que de nombreuses individualités de Dijon étaient présentes. Saint-Claude, Saint-Vit, Besançon, Châteaufort, n'ont pu être présents malgré leur désir.

Chaumont surtout apporta un point de vue très profond sur toutes les questions débattues, et le congrès fut construit en tous points. Une caisse commune permettra de faire une tournée de propagande et bien d'autres points de vue ont été très étudiés. A midi, un repas fraternel réunissant les amis et c'est après des chants et des poèmes que les travaux reprirent avec ardeur. Le 23 mai, rendez-vous est pris pour une rencontre ou seront pratiquement tous plusieurs points discutés.

Alors l'espoir est grand et chacun de nous se dit en se séparant : « Ça ira, ça ira, ça ira, ça ira, ça ira ».

P.S. — Que les groupes et individualités aient pu être présents au congrès ne se désemparent pas. Ils recevront le compte rendu dès que le moment sera venu, cela ne saurait tarder.

Le coin des chômeurs

AUX LECTEURS DU « LIBERTAIRE »

Depuis plusieurs semaines des chômeurs, partisans de l'action en dehors de l'empire colonial, quelle qu'elle soit, ont tenté de se réunir et ont établi un programme de revendications ; et différentes méthodes d'action et de lutte ont été arrêtées en vue de les présenter dans une assemblée de camarades chômeurs qui se tiendra le 19 mai au siège du « Libéraire » à 16 heures.

A cet effet, un appel à la coordination a été adressé à différents groupements partisans de l'action et nous pensons qu'il sera possible de réagir contre le lâchage des nacos de l'Union des Comités de Chômeurs en faveur de l'Union des Syndicats et de la C.G.T.

Quelques syndicalistes avant tout nous estimons que le mouvement des chômeurs doit, plus que jamais, rester autonome.

Ce n'est pas au moment où les politico-syndicalistes trahissent la classe ouvrière dans la lutte pour son émancipation, que les dirigeants des syndicats des métaux et de l'aviation violent les contrats collectifs de juin 36 en acceptant pour leurs syndiqués le semaine de 45 heures au lieu d'imposer l'embauche des milliers de chômeurs de leur industrie, sans compter les centaines de mille des autres industries et particulièrement celle du bâtiment, ce n'est pas à ce moment-là que nous allons leur donner notre confiance pour l'aboutissement à une situation meilleure.

Si l'Union des Comités de Chômeurs ne nous a pas donné grand-chose, l'Union des Syndicats ne nous donnera rien du tout.

On veut nous la boucler parce que nos réclamations font mal aux oreilles des satisfaits et gênent quelque peu la politique de paix sociale adoptée par leur parti, cela nous ne pouvons l'accepter et nous ne l'accepterons pas.

Assez de promesses, notre patience est à bout, attendre n'est pas une solution. Nous ne sommes pas des mendicants, nous voulons du travail ou de quoi vivre sainement et suffisamment avec nos femmes et nos enfants.

Nous ne voulons pas continuer à former la clientèle des hôpitaux en attendant de peupler les cimetières.

Nous réclamons le droit à la vie pour tous ; mais ce n'est pas en pleurnichant dans le gilet des politiciens ou en s'abrutissant dans l'attente et l'indifférence que nous obtiendrions quelque chose.

Que les syndicats et même les partis politiques nous aident, très bien, mais le mouvement des chômeurs doit continuer et rester autonome dans une action qui lui est propre.

Aussi nous comptons sur vous, camarades chômeurs, « lecteurs du Lib » pour nous aider à secouer le torpéur qui paralyse la masse des hors la production.

François ROSE.

LES STALINIENS CONTRE LES CHOMEURS

Dans le 6^e arrondissement la dictature stalinienne devient de plus en plus sévère au point que notre camarade Elondou vient d'être exclu et expulsé par la force parce qu'il a osé s'élever contre les procédés dictatoriaux des dirigeants du Comité.

Nos craintes sont donc fondées d'autant plus que dans le 20^e la Commission exécutive a été réduite par la dissolution des sous-commissions de quartiers afin d'éliminer les éléments opposants, c'est-à-dire nos staliniens.

Inutile de dire que c'est le commencement d'une action dissolvante des comités de chômeurs dirigée et voulue par ceux qui ont absorbé l'Union des Comités de Chômeurs, les bolcho-syndicalistes de l'Union des Syndicats.

ACTION DIRECTE DES SANS-TRAVAIL A COLOMBES CHEZ GNOME-ET-RHONE

Le Comité d'action des chômeurs de notre localité pour lutter contre les 45 heures, édite un tract dont nous extrayons ce passage : « Tous les jours bernés par des promesses jamais réalisées, tenues par les politiciens à quelque parti qu'ils puissent appartenir aujourd'hui, nous sommes trahis d'une part par ceux qui acceptent les contrats collectifs mentionnant 45 heures de travail et, d'autre part, par ceux qui se soumettent à de pareilles décisions sans souci de la misère dans les foyers des sans-travail ».

Le jeudi 5 mai, à la rentrée de l'usine Gnome et Rhône, à Gennevilliers, nos camarades apprenant que cette usine allait appliquer les 45 heures, se massèrent à l'entrée et déployèrent un cortège demandant aux ouvriers de ne pas trahir leurs camarades chômeurs et de refuser de faire 45 heures.

Les policiers avec leur brutalité coutumière voulurent s'emparer du cortège, mais les chômeurs aidés par les ouvriers de l'usine eurent le dessus et les flics se retirèrent honteux et confus. — D.

COMMUNICATIONS DIVERSES

◆ Vieille Fédération du Bâtiment et des Travaux publics (C.G.T.S.R.), Comité National Fédéral. Il se réunira le samedi 21 mai à 15 heures au siège du S.U.B. de Carrières-sur-Seine (Seine-et-Oise). Ordre du jour, très important. Pour le Bureau fédéral : J.-S. Boudoux.

◆ Comité d'Enquête pour les procès de Résistance et pour la liberté d'opinion dans la Révolution. — Les Editions Pierre Tineo, 95, rue de Rennes à Paris, viennent de publier l'Assassinat d'Ignace Reiss, un « dossier » composé de trois études signées par Alfred Rosmer, Victor Serge et Maurice Willems. Le tout forme un petit livre de 96 pages, élégamment présenté, du prix marqué de 7 fr.

◆ Sennaclea Revue. — Revue espérantiste nouvelle pour une culture mondiale et anationaliste. Contenu du numéro de mai : Les conceptions fondamentales de l'Éthique. — L'attitude de l'Angleterre. — Dernier espoir. — Préparation des esprits à la guerre. — Lettre de Vienne. — Les prisons en Pologne. — La Tragédie de Chicago. — Discussion sur la Russie. — Démocratie hypocrite. — Maternité consciente. — Panorama politico-social. — Littérature : Fantaisie sur le mal. — Caractères humains. — Aux Jeunes ! (Iroquois). — Livres et Auteurs. — Science : Géométrie. Critique, etc. Prix du numéro : 2 fr. 75 en timbres (abonnement par an, 30 fr.) chez S.A.T., 67, avenue Gambetta, Paris (20^e).

REUNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Montreuil JEUDI 12

A 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

LES BASES SOCIALES DE L'ANARCHISME

Orateur : Frémont.

Paris XII

142, Fbg Saint-Antoine, 8 20 h. 30.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Servant, Goudry, Pedron.

Clamart VENDREDI 13

A 21 heures, salle Portay, place Humbelle.

LE PROGRAMME DE L'UNION ANARCHISTE

Orateur : Frémont.

Paris XIX

21 h., salle Quélennec, 70, rue de Flandre

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Frémont.

Issy-les-Moulineaux

MERCREDI 18

A 20 h. 30, 21, rue Jean-Jacques-Rousseau

PATRIE, MILITARISME

Orateur : Patorni.

Paris XIX

MARDI 17

A 21 h., salle Quélennec, 70, rue de Flandre

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Frémont.

Issy-les-Moulineaux

MERCREDI 18

A 20 h. 30, 21, rue Jean-Jacques-Rousseau

PATRIE, MILITARISME

Orateur : Patorni.

Paris XIX

MARDI 17

A 21 h., salle Quélennec, 70, rue de Flandre

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Frémont.

Issy-les-Moulineaux

MERCREDI 18

A 20 h. 30, 21, rue Jean-Jacques-Rousseau

PATRIE, MILITARISME

Orateur : Patorni.

Paris XIX

MARDI 17

A 21 h., salle Quélennec, 70, rue de Flandre

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Frémont.

Issy-les-Moulineaux

Après le discours de Jouhaux

La C. G. T. n'est pas
l'Opéra-Comique
Et le cri de
MARCHONS ! MARCHONS
ne doit pas signifier
le pas sur place.

Le libertaire syndicaliste

La parole et l'action

Au congrès de la Fédération Postale qui vient de se tenir à Vichy, M. Jouhaux a parlé. Il a même très bien parlé. Voici, en effet, examinant la situation générale, ce qu'il a déclaré, à la grande surprise de pas mal de délégués :

— La C.G.T. ne peut intervenir qu'autant que les organisations la composant formulent leur dessein avec précision et ensemble.

« Mais si elle n'est pas entendue, si elle constate que c'est à des intérêts purement politiques qu'on obéit et que l'on méconnaît la réalité économique, elle posera le problème devant le Rassemblement populaire. Elle déclarera :

« Ou bien le Front Populaire s'engagera dans la voie indiquée par elle, ou bien elle s'engagera seule dans cette voie.

— Nous ne voulons pas rompre le Front Populaire, mais nous considérons que la pause a assez duré. Elle impose actuellement au pays un piètiement qui serait mortel s'il devait se perpétuer.

« Le Front Populaire a été créé pour revigorer l'économie nationale. »

« La C.G.T. réclame de grands travaux, le contrôle de la répartition du crédit, ainsi que la nationalisation des industries essentielles. Il faudra répondre sur ces points. »

Belles paroles, et telles qu'on devait les attendre du secrétaire général de la C.G.T. Jouhaux est un grand orateur et un grand révolutionnaire (en paroles). Certes, il ne tient pas toujours ce qu'il promet. Ainsi, aux obsèques de Jaurès, il déclarait : « Dans vingt-quatre heures je pars au front. » S'il n'est pas parti, c'est tout simplement parce qu'il a jugé qu'il était plus utile pour la classe ouvrière qu'il reste à son poste de secrétaire perpétuel. Il faudrait être de mauvaise foi pour lui en faire le reproche.

Il y a aussi M. Frachon (Benoit), secrétaire-adjoint de la C.G.T. M. Frachon (Benoit) parle à la radio, il parle dans les meetings, dans les réunions, dans les congrès. Son thème favori est le suivant : Jamais nous ne laisserons toucher aux 40 heures. Car Frachon est, aussi, un révolutionnaire.

Le tonitruant Jouhaux et le frachonnant Benoit sont surtout des farceurs. Farceur, Jouhaux, quand il somme le Front Populaire de s'engager dans la voie indiquée par la C.G.T.

La C.G.T. a toujours demandé que l'on reconnaisse au gouvernement espagnol le droit qu'a tout gouvernement de commercer librement. Le gouvernement de Front Populaire, lui, a savamment organisé le blocus du peuple espagnol pour permettre à Franco de triompher plus facilement.

La C.G.T. voulait que le Front Populaire s'engage hardiment dans une politique de réformes et d'améliorations. Les divers gouvernements de Front Populaire et les majorités qui les ont soutenus, se sont surtout ingéniés à démontrer au patronat qu'il avait tort de ne pas avoir confiance et que ce qui était arrivé en juin 36 n'était qu'un accident facile à réparer.

La C.G.T. voulait beaucoup de choses. Le Front Populaire faisait toujours le contraire de ce que désirait la C. G. T. Alors, M. Jouhaux intervenait, fumant, crachant, ruant des quatre fers à la fois, envoyant des sommations, déclarant que cette fois la mesure était comble et que si ça continuait, eh bien, la prochaine fois on allait voir ce qu'on allait voir.

Les colonisateurs en recul au congrès de la Fédération postale

« Nous devons déclarer nettement l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tous les gouvernements et de tous les partis, quels qu'ils soient. Nous devons dénoncer les manœuvres dirigées contre quelques membres du bureau de la C.G.T., les manœuvres utilisées par certains pour prendre la direction des organisations syndicales... (Bertin).

« L'expérience nous enseigne que le syndicalisme de secte engendre les scissions ouvrières. Nous constatons aujourd'hui certains agissements qui créent dans notre C.G.T. un malaise indiscutable... »

« Trois points essentiels conditionnent le maintien de l'unité syndicale : interdiction du cumul des fonctions syndicales et des mandats politiques ; interdiction d'une direction unique pour l'organisation syndicale et pour le parti politique ; interdiction d'organisme agissant dans le syndicat. » (Fronty).

Bravo. Nous pouvons espérer que le syndicalisme n'est pas encore mort. Les colonisateurs n'ont pas partie gagnée.

Et ça continuait des deux côtés, le Front Populaire à serrer un peu plus la vis ; Jouhaux à gueuler un peu plus fort que cette fois c'était la dernière. Mais que la prochaine... Aujourd'hui, il nous remet ça. Demain il aura oublié ses déclarations du Congrès de la Postale. Peut-être la C.G.T. passera-t-elle à l'action. Si ce jour arrive c'est que Jouhaux ne présidera plus à ses destinées.

Quand à la défense des 40 heures, auxquelles — d'après Frachon — la C.G.T. ne permettra pas qu'on touche, voyons un peu ce qui vient de se passer.

Pour satisfaire aux besoins de la défense nationale, le Syndicat des Métaux commence à déclarer que les ouvriers sont prêts à faire autant d'heures qu'il sera nécessaire. Finalement il accepte un arbitrage qui légalise les dérogations en échange d'une augmentation de salaires.

Le syndicat fait mieux qu'accepter cet arbitrage, il en tire gloire et prétend avoir remporté une grande victoire.

Qu'est devenue l'augmentation de salaires accordée ? Les nouveaux impôts et la nouvelle dévaluation l'ont en fait réduite à zéro. Mais la semaine de quarante-cinq heures nous l'avons, nous l'avons bien. CE QUE LE PATRONAT EN DIX-HUIT MOIS D'EFFORTS N'ETAIT PAS ARRIVE A FAIRE, LUI A ETE ACCORDE EN QUINZE JOURS PAR LE SYNDICAT. Et il faut le cynisme d'un Frachon pour venir prétendre que la C.G.T. soutient et défend les 40 heures. Elle les soutient à peu près comme la corde soutient le pendu. Bien entendu, nos dirigeants nous prouveront clair comme le jour que les 45 heures, c'est quand même les 40 heures. Pour parler à eux le pompon, mais le temps des paroles est passé. Ce qu'il faut, c'est agir.

Si la classe ouvrière ne veut pas voir tous les avantages qu'elle a acquis par l'action directe lui échapper définitivement, elle doit se préparer à la lutte.

Et la première lutte qu'elle doit engager, c'est la lutte contre ceux qui la dirigent. La première victoire qu'elle doit obtenir, victoire sans laquelle aucune autre n'est possible, c'est de chasser de la tête de ses organisations tous ceux pour qui le syndicalisme est une carrière, tous ceux qui ne sont dans les syndicats que les volets exécutants des ordres des politiciens.

C'est à cette besogne que doivent d'abord s'atteler tous les travailleurs. Sans cela rien n'est possible.

CAM.

Coalition stalino-bourgeoise contre un syndicaliste

L'AFFAIRE GARNIER-DAVID

LES SYNDICALISTES DU BATIMENT DE PARIS SONT SOLIDAIRES DES MILITANTS DE SAINT-ETIENNE

Des camarades ont déjà dans ces colonnes écrit sur l'incident de Saint-Etienne entre le Syndicat du Bâtiment, d'une part, et la direction de l'entreprise la S.A.D.E., d'autre part. Incident regrettable ayant entraîné non seulement la mort du provocateur Chauzier mais aussi l'arrestation de nos camarades David et Garnier, militants du bâtiment de Saint-Etienne. C'est surtout contre leur arrestation arbitraire que nous protestons car nous savons qu'en pareil cas ce sont toujours les mêmes qui sont victimes de la répression.

Les quotidiens régionaux, de droite et de gauche, relatent d'une façon tendancieuse les circonstances dans lesquelles s'est produit l'incident. Le tout est bien orchestré. Toute la réaction est aux abois, il faut à tout prix que Garnier soit condamné. Des communistes aux socialistes de la S. A. D. E. en passant par l'ingénieur Croix de Feu, jusqu'aux dirigeants de notre fédération réclament des punitions exemplaires.

Qu'est-ce que cela signifie et pourquoi un tel « front unique » ? Depuis quand, dans la fédération du bâtiment, fait-on chorus avec nos ennemis de classe ? Depuis quand, enfin, a-t-on le droit de condamner un camarade victime de l'action et emprisonné en vertu des lois bourgeoises ? Notre devoir à tous est de leur poser la question dans le cadre même de nos organisations : à savoir si c'est leur rôle de responsables de se déguiser en pourvoyeurs de prison. Leur conduite aux meetings de Saint-Etienne est à ce sujet édifiante. Une fois de plus nos leaders se sont rangés du côté des oppresseurs contre les opprimés. La haine de tendance l'emporte sur la solidarité, car Garnier est un militant syndicaliste convaincu et il fallait à tout prix le supprimer !

Ce langage tenu par un secrétaire fédéral à mon correspondant suffit pour le juger : « Qu'il en aille pour cinq ans et il nous jouera la paix ! »

QUI ETAIT CHAUZIE ?

Un provocateur qui se couvrait par la carte syndicale des techniciens du bâtiment, déjà connu dans la région parisienne pour son action de chouchou et de provocateur qu'il exerçait sur les chantiers. L'an dernier il était occupé avec un nommé Philippe aux Chantiers Gascheau, à Sartrouville en qualité de chef charpentier et déjà à cette époque il eut plusieurs altercations avec les ouvriers qu'il menaça à plusieurs reprises de son revolver. Il était le digne exécuteur de ce fameux Philippe qui, un jour de délégation, ne trouvait rien de mieux que de prétendre battre le délégué ; une vigoureuse empoignade d'un de nos camarades le ramena brusquement à la réalité. Pourquoi a-t-on ramené à Saint-Etienne le nommé Chauzier puisque les ouvriers à plusieurs reprises s'étaient refusés à travailler sous ses ordres, tant et si bien que la direction

de l'entreprise fut obligée de l'éloigner ? C'est son retour à Saint-Etienne qui a provoqué l'incident, le jour des élections de délégués. Entouré de pauvres bougres d'Algériens, il cracha à quatre reprises à la figure de Garnier, secrétaire du bâtiment et de la 3^e région. Le lundi suivant il arrivait aux ouvriers les bulletins de vote que le Syndicat avait distribués, menaçant de sa cravache les militants ouvriers. C'est cet homme que l'on a appelé « notre brave camarade confédéré ».

Pierre DRICHAMP.

P.-S. — A la réunion qu'organise le Cercle Syndicaliste lutte de classes pour les ouvriers du bâtiment, un copain ayant travaillé à Saint-Etienne mettra les camarades au courant de ces événements. — P. D.

Garnier va-t-il rester en prison ?

Nos camarades Garnier et Bidault ont comparu vendredi 6 mai devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne. La justice bourgeoise a essayé un échec partiel ; certaines pièces du dossier révélant des irrégularités tellement flagrantes et partiales que le tribunal dut annuler « LA PROCEDURE D'INFORMATION DEPUIS L'ACTE INCrimINE POUR VIOLATION DES DROITS DE LA DEFENSE ».

Mais simultanément les mêmes juges ont décidé de refuser la mise en liberté provisoire de Garnier. Pourquoi ? Le procureur, vainement, a dévoilé le véritable motif : il a avoué que notre ami n'était pas coupable matériellement du fait reproché ; mais l'avocat du pouvoir bourgeois n'en fut que plus virulent pour proclamer la « culpabilité morale » de Garnier, érigeant en crime le fait d'être secrétaire d'un syndicat combattif.

Deux jours après, au congrès de l'U.D. de la Loire, les politiciens staliniens allaient prouver qu'ils étaient nettement complices des magistrats. Dès l'abord, ils tentèrent de transformer ce congrès syndical en une assemblée de bureaucrates discutant des arguments « administratifs » d'ordre syndical et cela sous le prétexte de réalisme.

Mal leur en prit : des délégués des mineurs, du textile, du bâtiment, de l'enseignement, du livre et des P. T. T. firent de ces assises le congrès Garnier, obligeant pendant deux jours tous les débats à graviter autour de l'injustice commise.

En vain, les staliniens firent donner Benoit Frachon au nom de la C.G.T. En vain, le candidat député Thibaud essaya-t-il d'expliquer que le cas de Garnier emprisonné à la suite du contrôle exercé sur des élections de délégué n'était pas un cas syndical.

C'est alors que Frachon dut recourir à un tour de passe-passe proclamant acceptée la motion de l'U.D. se solidarisant avec Chozier, le serviteur du patronat tué au cours de la bagarre ; en réalité, le congrès n'avait été consulté que sur le fait de procéder au vote sur les résolutions.

Pour la première fois depuis l'unité, on vit

plus de 150 délégués quitter un congrès en signe de protestation et saisir du conflit le bureau confédéral.

Pour le Comité de Défense Garnier-David-Bidault,

Pour les 30 syndicats et 153 délégués protestataires,

Le Secrétaire du Syndicat de l'Enseignement de la Loire :

M. THEVENON.

L'ACTIVITE SYNDICALE

AU CERCLE D'ETUDES SYNDICALISTES DE STAINS

Le Cercle d'études syndicalistes de Stains ayant convoqué une réunion d'information au sujet de la grève des métaux de la Région Parisienne, plusieurs camarades de différentes usines de Paris, Saint-Ouen, Clichy, Epinay et plus particulièrement des usines Citroën, vinrent apporter des renseignements et appréciations qui prouvèrent brutalement et indiscutablement l'ingérence politique des nacos et la volonté manifeste des dirigeants politiques syndicaux de détruire les forces syndicalistes en accord complet avec le gouvernement fasciste Daladier.

Un tract a été édité dont le texte a paru dans le Lib de la semaine dernière et qui sera distribué aux ouvriers intéressés.

Une réaction est nécessaire, urgente même de la part des exploités et c'est à nous syndicalistes révolutionnaires qu'incombe la tâche de ne pas laisser plus longtemps saboter et nos syndicats et le syndicalisme.

Le Cercle Syndicaliste de Stains.

CERCLES SYNDICALISTES « LUTTE DE CLASSE »

BATIMENT

A tous les compagnons du bâtiment,

Pour le maintien de l'unité syndicale par le respect de la résolution de Toulouse,

Pour le respect des 40 heures,

Pour le renouvellement de nos conventions collectives,

Contre l'union sacrée qui nous conduit au massacre,

Campagnon tu assisteras à la réunion d'information qui aura lieu

LE SAMEDI 14 MAI A 9 HEURES DU MATIN

salle de l'Alhambra, 20, boulevard de la Villette (Métro Belleville).

Pour le Cercle du Bâtiment. — Le Secrétaire,

CIMENTIERS

Réunion le samedi 14 mai, à 9 h. 30, 4, cité Moutier (55, rue de Clichy, maison Place Clichy).

Ordre du jour : SITUATION GENERALE DE LA CORPORATION. — Le Secrétaire,

La session de la F.S.I.

Les « Syndicats » russes, organismes d'exploitation et d'oppression, n'ont pas leur place dans une Internationale ouvrière

Le Conseil général de la Fédération Syndicale Internationale va se réunir du 17 au 21 mai à Oslo. Cette session revêtira une particulière importance en raison de ce qu'une grosse question sera inscrite à l'ordre du jour : celle de l'affiliation des syndicats russes à la F.S.I. Depuis que Staline a décidé d'intervenir activement dans le jeu des puissances occidentales, l'unité sous toutes ses formes est à l'ordre du jour de la politique russe.

A la politique d'abstention et de combat des organismes du vieux monde capitaliste et bourgeois a succédé la politique de présence et d'opportunisme. De même que la « caverne des brigands impérialistes » — ainsi Lénine définissait la S. D. N. — est devenue le sanctuaire du droit et de la justice, de même les « chiens sanglants » de la II^e Internationale sont devenus des bons toutous démocrates, antifascistes, pacifistes, etc.

De là la politique d'unité à outrance. Staline a fort bien compris que si l'unité syndicale internationale se réalisait telle qu'il la conçoit, la II^e Internationale deviendrait dans son jeu une pièce maîtresse. Voilà pourquoi depuis un an les agents staliniens font des piéds et des mains pour aboutir à leurs fins.

En premier lieu ils ont réussi déjà à vaincre l'ostacisme catégorique des vieux maîtres nageurs d'Amsterdam, et à faire en sorte que malgré les échecs et les reculs l'idée reste en discussion. Soyons-en sûrs : Si une position claire, nette et catégorique de refus n'est pas prise à Oslo l'unité se fera ; l'unité ou plutôt l'absorption de la II^e Internationale par l'ogre staliniens.

Les dirigeants des grandes organisations l'ont d'ailleurs bien compris qui, à la suite de la délégation officielle, rejettent en bloc les conditions posées par les Russes. Car ces messieurs posent des conditions... Ils veulent, en premier lieu un des trois postes de présidents de la F. S. I. Ensuite, ils exigent que la F. S. I. fasse une politique qui convienne strictement à l'U. R. S. S. En langage diplomatique, ils traduisent cela de la façon suivante :

« Assurant d'immenses obligations financières (350.000 francs français) conformément aux statuts, les syndicats de l'U. R. S. S. doivent avoir la garantie que ces millions de francs qu'ils verseront ne seront pas employés à une propagande contre l'U. R. S. S. et contre le mouvement syndical soviétique. »

Ces conditions, si elle était d'une manière ou l'autre satisfaites, même partiellement — équivalaient donc à la mise en tutelle absolue de la F. S. I. par Staline.

La F. S. I. groupe vingt-six centrales nationales qui représentent un ensemble de vingt millions de travailleurs. L'entrée des syndicats russes, qui n'ont d'ailleurs de syndicats que y a plus de vingt millions d'affiliés — d'asservis plutôt — aux syndicats staliniens. On devine à quel point les dirigeants russes sauraient jouer de cette masse formidable pour peser sur les délibérations de l'organisation internationale.

Les vieux renards d'Amsterdam ont senti le danger. Malgré que les manœuvres staliniennes aient su s'assurer des concours jusque dans le conseil général, la majorité des dirigeants de la F. S. I. repousse l'affiliation. Et le conseil général proposera à la prochaine session la réjet en bloc des conditions posées par les Russes. Seulement, cette attitude assez maladroitement défensive n'empêchera pas les discussions de continuer.

Il eût fallu renverser le problème et poser aux staliniens des conditions spéciales formelles justifiées par la nature même des syndicats russes, qui n'ont d'ailleurs de syndicats que le nom et ne sont ni plus ni moins que des organismes du pouvoir exécutif de l'Etat russe. Si la F. S. I. se cantonne sur la défensive elle n'empêchera pas que les immenses moyens d'action et de corruption dont Staline dispose ne soient mis en œuvre, et un jour ou l'autre les syndicats russes absorberont la F. S. I.

Ce jour-là, évidemment, il pourrait y avoir des surprises, même pour les Russes. Car, précisons-le, l'affaire est loin d'être faite. Si l'on dénombre les centrales gagnées à l'unité, on s'aperçoit qu'elles ne sont qu'une minorité — parmi lesquelles l'U. G. T. (évidemment), le Mexique (avec réserves) et l'apport des délégués de la C. G. T. qui demanderont la continuation des pourparlers, mais les Trade Unions anglaises, la Belgique, la Fédération américaine du Travail, la Finlande, la Suède, s'opposent formellement aux conditions posées.

Cependant les Russes sont certainement décidés à un gros effort. Le crochet effectué en France par Chermick, président des syndicats russes, à la suite de son récent voyage à Genève, n'a certainement pas d'autre but. On se serait surpris de savoir ce qui se combine dans l'ombre à ce sujet.

Un curieux article paru dans le dernier numéro de *Syndicats* et signé Salomon Schwartz, après avoir fort bien exposé les inconvénients de l'entrée des Russes dans la F. S. I., conclut cependant en disant que les conflits possibles entre les délégués des syndicats russes et ceux d'autres centrales ne pourront que favoriser « la conscience du prolétariat européen et du prolétariat russe ».

C'est là un leurre dangereux. Si Staline et ses agents veulent l'unité internationale, c'est qu'ils en suppriment savamment par avance les profits, pour leur régime.

Les résultats de leur politique depuis vingt ans qui n'ont amené que des catastrophes pour le prolétariat — Allemagne, Hongrie, Autriche, Espagne et maintenant la France — nous paraissent largement suffisants pour justifier à l'égard de la nouvelle manœuvre stalinienne une opposition irréductible.

Des « syndicats » qui ont supprimé le droit de grève ; qui tolèrent l'exécution de cheminots coupables d'avoir à conduire un matériel défectueux ; qui poussent à la surproduction la plus forcée ; qui reconnaissent — dans un régime dit « socialiste » — les différences de salaires les plus scandaleuses ; ces syndicats-là n'ont d'ouvriers que le nom. Ils sont des rouages d'exploitation et d'oppression. Ils n'ont pas leur place dans une Internationale ouvrière — aussi critiquable qu'elle soit — que les corporations fascistes ou hitlériennes.

Louis Ander.

La fin de l'internationalisme

Existe-t-il encore une internationale syndicale ? On est en droit de se le demander, lorsqu'on constate l'incohérence du mouvement syndical mondial.

La lecture de la première page du « Peuple » du lundi 9 mai est significative à cet égard : tant sur le problème tchécoslovaque que sur la parade de Rome, même absence d'une politique spécifiquement syndicaliste, vraiment inspirée de l'intérêt des exploités ; pas la moindre vue originale sur une paix qui serait IMPOSEE à la bourgeoisie par l'action ouvrière internationale. Non ; on se contente de rabâcher servilement les mêmes formules qui traînent dans les colonnes de la presse bourgeoise, et les articles de certains rédacteurs du journal confédéral se différencient à peine des articles interchangeables de la presse stépiendie. On ne trouve que quelques lignes pour parler des manifestations fascistes autour de la fête de Jeanne d'Arc ; on semble y voir surtout une occasion d'opposer le patriotisme de la classe ouvrière, ce « vrai patriotisme » qui n'est pas sous l'apparat guerrier, au tæpe-a-tæil, au bluff patriotique des nationaux. Aucune émotion devant les rassemblements contre-révolutionnaires. On se borne stupidement à faire assaut de nationalisme avec des nationaux... qui ne le sont pas !

Jouhaux est allé prononcer un grand discours — un de plus — au Congrès de l'U.D. du Rhône. Il est trop facile, a-t-il dit, de se refuser à envisager la guerre. Aussi, dédaignant les attitudes faibles, l'homme par la voix duquel s'exprime la pensée officielle du mouvement syndical préfère envisager héroïquement l'acceptation de la guerre, « l'action syndicale, a-t-il poursuivi, ne doit pas se développer dans l'absolu, mais selon des relativités ». On sait qu'il y a plusieurs sortes de pacifismes, depuis le pacifisme intégral jusqu'au pacifisme genre R.U.P., que nos amis de la PATRIE HUMAINE ont si justement fêtré sous la dénomination de BELLIPACIFISME. Et vous qui vous demandiez dans laquelle de ces catégories il convenait

C.G.T. LIBRE !

C.G.T. LIBRE

de ranger Jouhaux, c'est lui-même qui s'est chargé de vous éclairer : il doit être rattaché — nous nous en doutions d'ailleurs un peu — au pacifisme RELATIF ! Et c'est sans doute au nom de ce pacifisme tout spécial que la C.G.T. a accepté les 45 heures dans certaines usines de guerre.

Jouhaux s'est encore indigné : « Nos adversaires n'ont pas désarmé. Ils ont tout fait pour empêcher la renaissance économique... » Quoi ! une bourgeoisie aussi insouciance pour ne pas s'inquiéter du marasme de ses propres affaires, pour ne pas s'effrayer de la tentation à laquelle elle expose elle-même imprudemment le prolétariat en mal d'émancipation ! Comme un prisonnier qui barricaderait lui-même la porte de sa geôle accidentellement ouverte la classe ouvrière, personnifiée par le secrétaire de la C.G.T., vole au secours de ces imprudents capitalistes : programme de la C.G.T., réformes de structure sauveront le pays de la ruine etc., la bourgeoisie de la Révolution ! Nul doute que nos bourgeois ne manifestent un jour à l'égard de la C.G.T. la même reconnaissance que leurs congénères allemands envers la social-démocratie qui les sauva de la Révolution en 1919 !

Dans tous les pays, l'attitude du syndicalisme révèle la même indigence de pensée. Et ce n'est probablement pas uniquement par idéalisme que les Trade-Unions prirent si violemment parti contre l'équipe fasciste en Ethiopie : cette position cadrait trop bien avec les intérêts de l'impérialisme britannique, intérêts dont on ne constate que trop qu'ils sont devenus le mobile déterminant toute l'action de notre syndicalisme d'union sacrée !

He quoi ! au moment où la nation est dépeçée, où le capitalisme devient international, où les bourgeois rivaux sortent de la nation pour se lancer à la conquête du monde, puis à son unification, la classe ouvrière ne trouve rien de mieux que de s'affubler de la déroque poussée de la Révolution en 1919 !

C.G.T. LIBRE !

C.G.T. LIBRE

siéreuse et mangée aux mites dont ses maîtres ne veulent plus ! Quelle dérision ! La classe ouvrière cessant d'être internationaliste au moment précis où la bourgeoisie le devient ! Vraiment, nos bourgeois ont réalisé là un coup de maître, nous empruntant l'internationalisme en échange de ce nationalisme rétrograde dont ils n'ont que faire.

Nos dirigeants connaissent fort bien la fragilité de l'Etat tchécoslovaque, tout comme celle de la Pologne d'ailleurs. Pris entre le germanisme et le slavisme, ces peuples n'ont jamais eu une existence nationale stable. Et c'est avec juste raison que notre Proudhon s'élevait contre cette aristocratie polonaise, turbulente, arrogante, politiquement incapable, et dont les intrigues furent une cause constante de conflits entre les peuples. Mais il est tout de même consolant de savoir que le peuple polonais ne fut jamais la germanophilie ou la russophilie de ses maîtres. Proudhon défendit toujours, contre nos tribulations de la démocratie, ces traités de 1815 qui assurèrent à l'Europe un équilibre séculaire. En détruisant cet équilibre par la création d'Etats fantômes et instables, le traité de Versailles a rendu une nouvelle guerre inévitable. Mais l'histoire se moque des traités boiteux : pour elle, la capitale de la Pologne n'est pas Varsovie, non plus que Prague n'est celle de la Bohême ; ce ne peut être que Berlin ou Moscou.

Il est temps que la classe ouvrière française cesse de se faire le champion des traités traîtres de 1919.

A la politique d'union sacrée ou nous entraîneront les chefs du syndicalisme, traites une fois de plus à leur mission, opposons la renaissance de l'internationalisme prolétarien, organisations une nouvelle conférence de Zimmerwald !

MARCEL GUENNEC.